

Tebboune lors de la 2^e édition du Prix pour le chercheur innovant
«L'Algérie doit produire le savoir et non le consommer»

PAGE 2



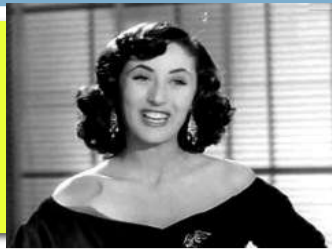
La place du chercheur dans le développement économique du pays a été clairement soulignée par Tebboune, qui a mis en avant la nécessité de favoriser l'émergence de projets à fort potentiel économique.



L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX

Adieu Leila Djazairia

PAGE 15



CRÉSUS QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

Médicament
Un marché sous la loupe



PAGE 5

Sécurité alimentaire
L'Algérie appelle à une mobilisation africaine

PAGE 6



A moins de trois mois des législatives
Le PT alerte sur les blocages administratifs

PAGE 4

Ligue 1
Le leader marque le pas

PAGE 13



CYBERSÉCURITÉ, IA, CONFLITS INVISIBLES **Les guerres de demain**

PAGE 3



Dans un contexte international marqué par l'accélération des mutations technologiques et la montée de nouvelles formes de conflictualité, le chef d'état-major de l'ANP a appelé à renforcer la prospective stratégique et la capacité d'anticipation face à des menaces de plus en plus diffuses et complexes.

Terrains, projets, emplois
Relance de l'investissement à grande échelle

PAGE 7

TEBBOUNE LORS DE LA 2^e ÉDITION DU PRIX POUR LE CHERCHEUR INNOVANT «L'Algérie doit produire le savoir et non le consommer»

La place du chercheur dans le développement économique du pays a été clairement soulignée par Tebboune, qui a mis en avant la nécessité de favoriser l'émergence de projets à fort potentiel économique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, jeudi dernier, un message solennel lors de la remise du Prix du Président de la République pour le chercheur innovant, dont la 2^e édition a eu lieu au Pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid-Ihaddaden à Sidi Abdellah. Ce prix s'inscrit dans une volonté forte de l'État de promouvoir l'innovation scientifique et la production du savoir en Algérie. Dans son discours, lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, à l'occasion de la Journée du savoir, Tebboune a souligné que cette rencontre n'était pas simplement une manifestation académique mais un symbole de l'engagement constant de l'Algérie à s'imposer parmi les nations qui produisent du savoir et maîtrisent la technologie.

L'Algérie, selon le Président, ne doit pas se contenter de consommer les connaissances, mais doit s'engager activement dans la production et l'innovation.

«Votre réunion aujourd'hui au sein du Pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid-Ihaddaden de Sidi Abdellah n'est pas une simple occasion académique, mais l'expression explicite de l'orientation de l'Etat et de la volonté de ses institutions qui œuvrent avec constance à consolider la place de l'Algérie parmi les pays qui produisent le savoir et ne le consomment pas, et qui maîtrisent la technologie et ne se contentent pas de l'importer», a indiqué le président de la République dans



son message. «Cette rencontre coïncide avec la Journée du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, où nous rendons hommage à l'héritage de l'Imam Abdelhamid Ben Badis, qui avait compris très tôt que la bataille de la libération commence à l'école, et que l'éducation est la clé de l'édification de toute nation», a rappelé Tebboune. Cette journée est ainsi l'occasion de rendre hommage à un des plus grands penseurs et éducateurs du pays, un symbole de l'importance de l'éducation dans le développement national.

UN PRIX AU SERVICE DE L'INNOVATION

Le Prix du Président de la République pour le chercheur innovant, lancé en 2021, ne se limite pas à une simple récompense mais incarne une volonté

claire de l'État d'encourager la recherche scientifique, de soutenir les inventeurs et les créateurs, et de les accompagner dans la transformation de leurs idées en produits concrets. Le Président a précisé que ce prix vise à renforcer le lien entre la recherche scientifique et le développement économique, en soutenant des initiatives telles que l'enregistrement de brevets, la création de start-up, et l'établissement d'un véritable écosystème d'incubation.

«Ce prix est un message fort d'un État qui croit en ses compétences et qui s'engage à donner aux chercheurs les moyens nécessaires pour concrétiser leurs projets. Nous mettons tout en œuvre pour que l'innovation porte fièrement le label 'Innover en Algérie», a assuré le chef de l'Etat.

ENCOURAGER L'ENTREPRENEURIAT SCIENTIFIQUE

Dans un monde de plus en plus tourné vers la technologie et l'innovation, l'Algérie a pris des mesures concrètes pour encourager l'entrepreneuriat scientifique. L'accompagnement des start-up et la création de structures de soutien aux jeunes chercheurs sont au cœur de cette politique. Le gouvernement entend créer un environnement propice à la naissance de nouvelles entreprises, notamment en facilitant l'accès aux financements et en soutenant la mise en œuvre de projets innovants à travers des incubateurs spécialisés. La place du chercheur dans le développement économique du pays a été clairement soulignée par Tebboune, qui a mis en avant la nécessité de favoriser l'émergence de projets à fort potentiel économique. Ce soutien à l'innovation est perçu comme un levier crucial pour la diversification de l'économie algérienne, traditionnellement dépendante du secteur énergétique. Le Prix du Président de la République pour le chercheur innovant incarne bien plus qu'une simple distinction. Il représente l'aspiration d'une nation à se réinventer par l'intelligence, le savoir et l'innovation. Dans ce contexte, l'Algérie cherche à relever les défis du XXI^e siècle en misant sur ses jeunes talents scientifiques et sur un futur où l'innovation sera au cœur de son développement économique et technologique.

Assia M.

SERVICES PUBLICS

Sayoud impose la gestion en temps réel

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a réaffirmé l'engagement de ses services à mettre en œuvre le projet de système d'information pour le suivi de l'approvisionnement du marché national et garantir le bon fonctionnement du service public, lors d'une réunion tenue jeudi dernier, indique un communiqué du ministère. Ce projet fait partie des initiatives visant à améliorer la gestion des services publics en Algérie.

En application des instructions du Premier ministre, Sifi Ghrieb, Sayoud a coprésidé, avec la ministre, haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, une réunion de coordination consacrée à l'examen du système d'information. Cette rencontre a permis d'examiner les indicateurs du secteur de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports à intégrer dans ce système, en vue de renforcer les mécanismes de suivi et de



prise de décision, conformément au décret présidentiel de décembre 2025 sur la gouvernance des données.

ANTICIPER LES DYSFONCTIONNEMENTS

Lors de cette réunion, à laquelle ont pris part des représentants du ministère de

la Défense nationale, de la Sûreté nationale, de l'Agence de la sécurité des systèmes d'information (ASSI) et du commandement de la Gendarmerie nationale, un exposé a été présenté sur les indicateurs à intégrer dans le système. Sayoud a insisté sur l'importance de mettre en place un système d'information intégré qui repose sur des données fiables et actualisées en temps réel afin d'anticiper les dysfonctionnements potentiels liés à l'approvisionnement du marché national ou à l'amélioration de la qualité des services publics.

Le ministre a donné des instructions précises pour garantir la mobilisation totale des services centraux et locaux dans la collecte de données en temps réel. Il a souligné la nécessité de définir les indicateurs prioritaires, notamment ceux relatifs à l'approvisionnement en produits de grande consommation et à la

gestion du cadre de vie des citoyens. Une attention particulière a été portée à l'exploitation optimale des systèmes d'information déjà installés dans les différentes structures du secteur.

En outre, Sayoud a ordonné la désignation de points focaux au niveau des wilayas et des différentes instances concernées afin d'assurer l'enregistrement et la mise à jour continue des informations. Cela permettra d'obtenir des données précises et exploitables immédiatement pour répondre aux préoccupations des citoyens.

UNE MEILLEURE COORDINATION INSTITUTIONNELLE

À la fin des travaux de cette réunion, le ministre a salué le niveau de coordination atteint avec le Haut-Commissariat à la numérisation et a réaffirmé la nécessité de continuer à renforcer les efforts et l'action commune avec les différents acteurs institutionnels et les services de sécurité pour garantir la réussite du projet. Ce projet est considéré comme essentiel pour améliorer la gestion et le suivi des services publics et de l'approvisionnement du marché national. Il a également été décidé d'élaborer un calendrier opérationnel pour le déploiement progressif du système à l'échelle nationale, avec des phases pilotes dans certaines wilayas. Les responsables ont insisté sur l'importance de la formation des agents et de la sensibilisation des acteurs locaux afin d'assurer une appropriation efficace de cet outil stratégique.

5^e FORUM DIPLOMATIQUE D'ANTALYA

Ahmed Attaf en Turquie

Sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé, jeudi soir, en Turquie, un pays frère, pour participer à la 5^e édition du Forum diplomatique d'Antalya, selon un communiqué du ministère.

Le forum, qui se déroule du 17 au 19 avril 2026 sous le thème «Cartographier l'avenir, gérer les incertitudes», comprendra une série d'ateliers thématiques animés par des responsables gouvernementaux, des experts académiques et des personnalités médiatiques de renom. L'objectif est de discuter de divers enjeux mondiaux et des préoccupations majeures de la communauté internationale, précise le communiqué. En marge des travaux du forum, le ministre Ahmed Attaf aura des entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues des Affaires étrangères, ainsi qu'avec des responsables d'organisations internationales.

CYBERSÉCURITÉ, IA, CONFLITS INVISIBLES

Les guerres de demain

Dans un contexte international marqué par l'accélération des mutations technologiques et la montée de nouvelles formes de conflictualité, le chef d'état-major de l'ANP a appelé à renforcer la prospective stratégique et la capacité d'anticipation face à des menaces de plus en plus diffuses et complexes.

Lors de l'ouverture d'un séminaire consacré aux menaces extérieures et aux mutations géopolitiques et technologiques, le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a livré une analyse structurée des évolutions du système international et des défis auxquels l'Algérie doit faire face.

Dans son intervention, Saïd Chanegriha a insisté sur le développement d'une pensée proactive, le renforcement de la prospective stratégique et sécuritaire, et une meilleure compréhension des mutations mondiales. « Cette manifestation scientifique s'inscrit dans le cadre des efforts constants déployés par les diverses structures et composantes de l'Armée nationale populaire, pour promouvoir la culture de la pensée proactive et renforcer les mécanismes de prospective stratégique et sécuritaire, de manière à permettre une compréhension plus approfondie des mutations qui s'opèrent à travers le monde, ainsi que de leurs dimensions et leurs éventuelles incidences sur la sécurité, la stabilité et les intérêts vitaux de notre pays », a-t-il relevé.

Décrivant un monde en profonde transformation, caractérisé par une instabilité croissante, il a souligné que « l'environnement international devient de plus en plus complexe, où règnent l'incertitude stratégique et la course acharnée aux ressources, avec l'emploi de nouveaux instruments d'influence et de pression ».

En filigrane, Saïd Chanegriha met en garde contre un monde devenu un espace de rivalités permanentes, où les rapports de force se déplacent et se recomposent.



L'ANTICIPATION COMME OUTIL DE DÉCISION

Un axe fort du discours est la montée en puissance des facteurs non militaires classiques. Le chef d'état-major de l'ANP a souligné que les évolutions dans le cyberspace, l'intelligence artificielle et la gestion des données participent à la redéfinition des équilibres internationaux. Dans cette logique, la puissance ne repose plus uniquement sur les capacités militaires traditionnelles, mais sur la capacité des États à produire et contrôler le savoir. « Le contrôle des outils d'anticipation et l'élaboration des scénarios prévisibles sont des clés importantes pour la prise de décisions stratégiques et sécuritaires et l'amélioration des niveaux de maturité des politiques publiques de l'État », relève-t-il à ce sujet. Cette approche traduit une évolution majeure des doctrines contemporaines de sécurité : l'importance croissante de l'anticipation, de la modélisation des risques et de la préparation en amont des menaces potentielles.

UNE ALGÉRIE TOURNÉE VERS LA VIGILANCE

Dans son intervention, Saïd Chanegriha a également insisté sur la posture de l'Algérie dans ce contexte mondial incertain. Il a affirmé que « l'Algérie continue de renforcer sa veille stratégique, à travers l'adoption d'approches proactives face aux différents défis, qui lui garantissent de rester un partenaire international crédible et un acteur actif dans son espace géo-sécuritaire ». Une manière de positionner l'Algérie en tant qu'acteur stable, attentif aux évolutions globales et capable d'adaptation.

Dans son discours, Saïd Chanegriha met en avant la continuité des efforts de modernisation de l'Armée nationale populaire. Et de rappeler que sous la conduite du président de la République, l'ANP poursuit ses efforts pour consolider et renforcer sa disponibilité opérationnelle et poursuivre la modernisation de ses équipements militaires et la promotion de son appareil de formation. Cette

stratégie vise, selon Saïd Chanegriha, à permettre à l'Algérie d'acquérir la capacité permanente de faire face à toutes les formes de menaces actuelles et futures et à faire de l'Algérie un rempart de sécurité et de stabilité. Géopolitiquement, le message traduit une volonté de préserver une autonomie décisionnelle, d'éviter les alignements automatiques sur les blocs internationaux et de maintenir un rôle régional de stabilisateur (Maghreb, Sahel, Méditerranée).

LE RENSEIGNEMENT AU CŒUR DE LA STRATÉGIE SÉCURITAIRE

La tenue de ce séminaire sous l'égide de la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure souligne également l'importance accordée au renseignement et à l'analyse stratégique. Dans un contexte marqué par les menaces hybrides et les évolutions technologiques rapides, la collecte et l'analyse de l'information apparaissent comme des outils essentiels de souveraineté et de prise de décision.

En filigrane, le discours de Saïd Chanegriha traduit une lecture globale du système international : fragmentation des rapports de force, montée des rivalités technologiques et diversification des formes de puissance.

Au-delà de son caractère institutionnel, le discours met en lumière une évolution plus large des doctrines de sécurité contemporaines. Elle confirme que dans la vision portée par le haut commandement militaire, la puissance du XXI^e siècle repose autant sur le savoir, l'anticipation et la technologie que sur les capacités militaires classiques.

Dans un environnement mondial perçu comme instable et concurrentiel, l'Algérie entend ainsi renforcer son rôle d'acteur stratégique autonome et vigilant.

Smail Rouha

SYSTÈME INTERNATIONAL

Boughali dénonce les inégalités

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Ibrahim Boughali, a appelé, depuis la Turquie, à une réforme de la gouvernance mondiale et au renforcement du respect du droit international, lors de l'Assemblée générale de l'Union interparlementaire. Dans son intervention, il a souligné que le monde traverse une phase internationale « complexe », marquée par l'accumulation et l'imbrication des crises, appelant à repenser les fondements du système international et à consolider les principes de justice et de paix.

UN SYSTÈME INTERNATIONAL EN CRISE

Brahim Boughali a estimé que le système international issu de la Seconde Guerre mondiale, fondé sur le dialogue et le respect de la dignité humaine, fait aujourd'hui face à de multiples défis, notamment la multiplication des conflits armés, l'érosion de la confiance envers les institutions internationales et l'accélération des mutations technologiques. Il a également relevé que les conflits contemporains sont de plus en plus liés à des facteurs structurels tels que la pauvreté, la marginalisation, l'insécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement, appelant à une redéfinition du concept de sécurité, davantage centrée sur l'être humain. Le responsable parlementaire a souligné que l'enjeu pour la communauté internationale ne se limite pas à la gestion des crises, mais concerne également la reconstruction de la confiance et la restaura-



tion de l'espoir, conformément à la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer le multilatéralisme et la justice internationale.

DÉCOLONISATION ET AUTODÉTERMINATION

Il a insisté sur la nécessité de garantir le respect du droit international, en rejetant toute forme de sélectivité ou de double standard, estimant que cela affecte directement la crédibilité des institutions internationales. Évoquant la situation au Moyen-Orient, Boughali a indiqué que la persistance des souffrances du peuple palestinien constitue un test majeur pour la communauté internationale, réaffir-

mant l'attachement de l'Algérie à la défense des causes justes et à la mise en œuvre des résolutions internationales.

Il a, par ailleurs, appelé à la poursuite des auteurs de crimes de guerre et à la lutte contre l'impunité, condamnant fermement ce qu'il a qualifié de « loi d'exécution des prisonniers », qu'il a jugée contraire au droit international humanitaire.

S'agissant des dynamiques régionales, il a salué les accords de cessez-le-feu au Moyen-Orient, les qualifiant d'étape positive, tout en appelant à leur consolidation par un arrêt durable des hostilités, notamment en Palestine et au Liban.

Boughali a également insisté sur la nécessité de poursuivre les processus de décoloni-

sation et de garantir le droit des peuples à l'autodétermination, estimant que la réforme de la gouvernance mondiale est devenue une exigence urgente pour assurer une représentation plus équitable des États.

Il a souligné que la paix et la sécurité internationales doivent reposer sur une approche globale intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les enjeux liés au développement durable, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GOUVERNANCE MONDIALE

Abordant le rôle des parlements, il a mis en avant leur contribution au renforcement de la confiance institutionnelle, à travers la transparence, la responsabilité et l'adaptation des législations aux évolutions rapides, tout en soulignant l'importance de la diplomatie parlementaire.

Enfin, Boughali a indiqué que l'intelligence artificielle représente à la fois une opportunité et un défi, appelant à la mise en place de cadres réglementaires internationaux équitables afin d'en garantir un usage au service de l'humanité.

Il a conclu en affirmant que la construction d'un avenir plus juste nécessite une volonté politique forte et une action collective fondée sur la solidarité, rappelant les valeurs de la diplomatie algérienne inspirées de l'Emir Abdelkader et l'ouverture de l'Algérie au dialogue et à la coexistence.

S. R.

A MOINS DE TROIS MOIS DES LÉGISLATIVES

Le PT alerte sur les blocages administratifs

Selon le Parti des travailleurs, ces «dysfonctionnements administratifs entravent gravement le processus électoral».

Le Parti des travailleurs (PT) a exprimé une profonde inquiétude concernant les retards et les dysfonctionnements observés dans le processus électoral en vue des législatives du 2 juillet prochain. Dans un communiqué publié jeudi dernier, le PT dénonce plusieurs problèmes administratifs qui «nuisent à la transparence et à la crédibilité des élections», mettant en cause à la fois l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) et les autorités locales chargées de la légalisation des candidatures.

Le PT souligne d'abord un retard «majeur» dans la réception des formulaires de parrainage nécessaires à la constitution des listes de candidats. Ce retard de plus d'une semaine, dû à l'indisponibilité des coordinateurs au sein des représentations de l'Anie, est qualifié de «violation de la loi», car il réduit le délai accordé aux partis politiques pour collecter les parrainages nécessaires. Selon le PT, ces dysfonctionnements administratifs «entravent gravement le processus électoral».

DYSFONCTIONNEMENTS DANS LA LÉGALISATION DES CANDIDATURES

En outre, le PT déplore la situation dans les communes, où «les agents requis n'ont pas été désignés», ce qui engendre une situation frustrante pour les électeurs et les candidats. Ces derniers se retrouvent à effectuer des aller-retour dans les communes sans succès, ce qui renforce un climat de méfiance et de désaffection vis-à-vis du processus électoral. Le PT y voit une «réminiscence d'anciennes pratiques funestes ayant provoqué une large répulsion à l'égard des élections».



LE RÔLE DES COMMUNES MIS EN QUESTION

Tout en reconnaissant que des huissiers de justice, notaires et traducteurs assermentés peuvent être sollicités pour pallier cette carence, le PT estime que les communes, en tant qu'autorités publiques centrales, sont mieux placées pour gérer cette opération, notamment en raison de leurs moyens humains et logistiques. «Les communes sont les mieux placées pour prendre en charge cette opération», souligne le parti, en rappelant que le minis-

tère de l'Intérieur devrait être en mesure de garantir une gestion optimale du processus. Or, selon le PT, les notaires, traducteurs et huissiers de justice «ne sont pas adaptés aux exigences de la situation». Dans ce contexte de confusion et de retard, le Parti des travailleurs soulève une question : «Est-il concevable que les conditions ne soient pas réunies pour garantir le bon déroulement du processus électoral avant même la convocation du corps électoral ?» Le PT va plus loin en évoquant la possibilité que ces dysfonctionnements soient le

fruit de «déviation» délibérées, motivées par des «intentions politiques d'exclusion préconçues». Il met en garde contre des manœuvres politiques locales visant à «faire échouer le processus électoral» ou à écarter des listes de candidats qui ne conviennent pas à certains acteurs politiques.

UNE RÉPROBATION CLAIRE

Face à cette situation, le PT exprime une réprobation ferme : «Nous avons le droit légitime d'exiger la compensation des jours perdus en raison du retard dans la remise des formulaires par les coordinations de l'Autorité nationale indépendante des élections», précise le communiqué. Le parti appelle également à des mesures immédiates pour désigner les agents nécessaires à la certification des formulaires des électeurs et accélérer le traitement des candidatures.

LA CONFIANCE EN JEU

Le PT conclut son communiqué en soulignant qu'une telle gestion et ces obstacles administratifs mettent en péril l'engagement des citoyens. En particulier, la participation croissante des jeunes sur les listes électorales, qui témoigne d'un regain d'intérêt pour le processus démocratique, pourrait être sérieusement compromise. «Les autorités compétentes sont tenues de prendre immédiatement des mesures pour lever les obstacles», avertit le PT, car ceux-ci «sèment la confusion et contredisent l'engagement du président de la République à garantir la sincérité des prochaines échéances». Ainsi, le Parti des travailleurs appelle à une action rapide et décisive pour restaurer la confiance des citoyens dans le processus électoral. **I. Khermane**

RÈGLES DU PROCESSUS DE CANDIDATURE Le FLN intransigeant

À l'approche des élections législatives du 2 juillet prochain, le Front de libération nationale (FLN) poursuit ses préparatifs organisationnels et politiques. Jeudi dernier, le secrétaire général du parti, Abdelkrim Benmbarek, a présidé une réunion consacrée au suivi du processus de réception et d'examen des dossiers de candidature. Dans son allocution, le responsable de l'ancien parti unique a insisté sur la double responsabilité, soit organisationnelle et morale, des encadreurs chargés de cette mission. Il les a qualifiés de «garants de la crédibilité et de la discipline du parti» durant cette phase cruciale de préparation. Selon lui, mener à bien cette tâche «n'est pas une option, mais un devoir politique et éthique», en cohérence avec l'histoire et les valeurs du FLN.

Le secrétaire général a également appelé à un strict respect des normes établies par l'Autorité nationale indépendante des élec-

tions (Anie), ainsi que des directives internes du parti. «Aucun écart par rapport aux textes ne sera toléré, et aucun favoritisme ne sera accordé», a-t-il martelé, soulignant que seuls la loi, les règlements et l'intérêt national doivent guider les décisions.

NEUTRALITÉ ET ÉQUITÉ

Insistant sur la nécessité d'une neutralité absolue dans le traitement des candidatures, Abdelkrim Benmbarek a rappelé que cette impartialité constitue «une garantie d'équité et de cohésion interne».

Il a averti que tout biais pourrait fragiliser l'unité du parti, appelant ainsi à une conduite exemplaire fondée sur l'intégrité et l'expérience.

Par ailleurs, le dirigeant a encouragé un travail collectif visant à renforcer la cohésion interne et à corriger d'éventuels dysfonctionnements organisationnels. Il a valorisé l'autocri-

tique constructive comme levier de consolidation et de modernisation des structures du parti.

IMPÉRATIF ORGANISATIONNEL

Sur le plan pratique, il a insisté sur la vérification rigoureuse des dossiers de candidature, notamment en ce qui concerne le respect des conditions légales et réglementaires, ainsi que le paiement des cotisations, considéré comme un indicateur de discipline partisane. Dans le même temps, il a plaidé pour une ouverture inclusive permettant à tous les militants remplissant les critères de se porter candidats, soulignant l'importance du renouvellement des élites.

Une attention particulière devra être accordée à la représentation des femmes et des jeunes sur les listes électorales. Le secrétaire général a affirmé que leur implication ne relève pas uniquement d'une obligation légale, mais

constitue un choix stratégique pour revitaliser le discours politique et mieux refléter la diversité de la société.

PRÉPARATION RIGOREUSE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

En conclusion, il a appelé à une préparation rigoureuse de la campagne électorale, axée sur la structuration des instances du parti, la mobilisation des militants et l'élaboration d'un discours responsable, fondé sur des solutions concrètes aux préoccupations des citoyens.

Dans le même contexte, les partis politiques engagés dans ce scrutin ont répondu à l'appel lancé par l'Autorité nationale indépendante des élections, invitant les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales à l'occasion de la révision exceptionnelle organisée du 12 au 26 avril.

Placée sous le slogan «Soyez un acteur du processus

décisionnel», cette campagne vise à encourager la participation citoyenne dans un contexte marqué par la crainte d'un faible taux de participation. Plusieurs formations politiques ont ainsi adapté leur communication pour inciter les électeurs à accomplir cette démarche, perçue comme essentielle à toute participation effective.

Le FLN, de son côté, a adopté le slogan «Les jeunes votent», mettant l'accent sur la mobilisation de cette catégorie clé de la population. L'objectif affiché est de lutter contre l'abstention et de restaurer la confiance dans le processus électoral.

Alors que la révision des listes électorales se poursuit, les formations politiques s'attendent, désormais, à affiner leurs programmes et à structurer leurs discours, dans la perspective d'une campagne électorale qui s'annonce décisive.

I. K.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MÉDICAMENT

Un marché sous la loupe

La réunion entre le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, et le président du Snapo s'inscrit dans un contexte de vigilance accrue autour de la disponibilité des médicaments.

Les situations de rupture et de tension sur l'approvisionnement du marché en médicament ont été au centre de la réunion qui a regroupé, jeudi dernier, au siège du ministère, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, et le président du Syndicat national des pharmaciens privés Snapo, Sami Tirech, accompagné de membres du bureau national. Cette réunion, organisée à la demande du syndicat, a été l'occasion, pour les deux parties, d'aborder les moyens d'organiser et de contrôler la commercialisation des médicaments afin d'améliorer leur disponibilité et de faciliter l'accès aux patients dans des conditions appropriées. Cette réunion intervient au moment où le marché algérien des médicaments connaît, ces dernières semaines, des tensions, caractérisées par des pénuries de certains produits, notamment ceux destinés aux maladies chroniques. Des tensions sont rapportées sur plusieurs médicaments essentiels, avec des inquiétudes concernant la disponibilité de produits pour maladies chroniques. Même si elle reste globalement maîtrisée, la situation impose de la vigilance. Selon le Snapo, les chiffres varient entre 30 et 60 produits qui sont soit en rupture, soit en tension. Les produits disponibles mais difficilement accessibles sont estimés entre 20 et 30. Ceux totalement indisponibles sont, heureusement, beaucoup moins nombreux. Pour le Snapo, les causes sont multiples. Il s'agit notamment de dépendance aux matières premières importées, de contraintes logistiques liées au transport international, ou encore à des choix économiques de certains laboratoires qui privilé-



gient les produits les plus rentables. À l'issue de la réunion, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a réaffirmé l'engagement du secteur à poursuivre la coordination et la concertation avec divers partenaires professionnels, dans le but, est-il précisé, d'assurer la disponibilité des médicaments et d'améliorer la qualité des services pharmaceutiques offerts aux citoyens.

DÉMARCHE PROACTIVE

Cette coordination entre l'Etat et les opérateurs privés témoigne d'une volonté de protéger le marché de toute instabilité, en érigeant la disponibilité des médicaments au rang de priorité. Face aux risques de pénurie mondiale, induite par le contexte géopolitique actuel au Moyen-Orient, le ministère avait averti, début avril, l'ensemble des établissements de fabrication, d'importation et d'exploitation que des tensions sur le fret international pourraient survenir. Dans une note urgente adressée aux opérateurs du secteur, le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a exhorté les établissements pharmaceutiques à anticiper d'éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement

mondiales. Pour assurer la continuité de l'approvisionnement, la note ministérielle impose aux opérateurs une surveillance rigoureuse de leurs stocks et de leurs flux de livraison, se traduisant par une vigilance accrue dans le suivi strict des programmes de production et d'importation. Par ailleurs, le ministère avait, également, émis une note sommant les opérateurs du secteur (production, importation et distribution) de libérer les stocks de médicaments disponibles.

NUMÉRISATION DU SECTEUR

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a, parallèlement, lancé un projet de système d'information intégré pour le suivi de l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques. Le système repose sur une plateforme numérique qui permet de suivre le parcours commercial des médicaments, du producteur et de l'importateur jusqu'au distributeur et au pharmacien, grâce à une collecte et une analyse précises et immédiates des données, ce qui renforce le contrôle de l'approvisionnement du marché. Cette plateforme numérique mise en coordination

avec le Haut-Commissariat à la numérisation et le ministère de la Poste et Communications, permettra de fournir des données précises et fiables et constituera un tableau de bord numérique intégré permettant de suivre le parcours des médicaments et de diriger les procédures en temps opportun. Dans le cadre du suivi quotidien, une cellule a également été mise en place au niveau ministériel, chargée de surveiller et d'analyser les indicateurs d'approvisionnement du marché, notamment pour les médicaments essentiels et de proposer les mesures nécessaires pour garantir la disponibilité et la continuité de l'approvisionnement.

S. Smati

UNICEF

Intérêt pour les produits pédiatriques algériens

Le directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Fonds des Nations unies pour l'enfance, Edward Vojislav Begbeder, exprime l'intérêt de l'organisation onusienne pour l'approvisionnement en médicaments et vaccins pédiatriques, fabriqués en Algérie. Cette déclaration est intervenue à l'occasion de l'audience, accordée, jeudi dernier, par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, au responsable régional de l'Unicef. Evoquant les activités du Centre d'approvisionnement en médicaments de l'Unicef, chargé de fournir et de distribuer des médicaments à 136 pays africains, Edward Vojislav Begbeder a exprimé son intention de renforcer la coopération avec l'Algérie, notamment en approvisionnant ces centres d'approvisionnement en médicaments et en vaccins pour enfants. Il a également noté que la participation de l'organisation à la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments, qui s'est tenue en Algérie fin novembre 2025, «a contribué de manière significative à la promotion des médicaments algériens en termes de qualité et de prix compétitifs».

S. S.

DÉBUT AUJOURD'HUI DE LA SEMAINE SCIENTIFIQUE

L'Université se mobilise

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) organise, à partir d'aujourd'hui, la «semaine scientifique», placée sous le thème «Par le savoir, l'Algérie prospère», durant laquelle des activités scientifiques et des rencontres seront organisées à travers plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris, jeudi dernier, auprès de cet établissement. Organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette manifestation s'inscrit dans le cadre du renforcement de la place de l'Algérie en tant qu'acteur clé dans le domaine de la recherche scientifique et du développement, tout en favorisant l'échange et la communication entre les différents acteurs. Elle constitue, en outre, un espace fédérateur pour les élites et les compétences, ainsi qu'une opportunité de promouvoir le dialogue et le partage d'expériences. Le coup d'envoi de cette semaine, organisée à l'occasion de la Journée du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, sera donné à l'Université Mohamed-Chérif-Messaâdia de Souk Ahras, un choix à forte portée symbolique et histo-



rique, en lien avec la ville antique de Madaure, jadis haut lieu du savoir et de la pensée, ayant contribué à la formation de nombreuses figures éminentes. Au niveau du lycée El Houria de Constantine, plusieurs conférences seront animées demain autour de thématiques liées à l'intelligence artificielle et aux risques sismiques en Algérie, en plus d'une rencontre réunis-

sant universitaires et lycéens. Par ailleurs, l'Université Mustapha- Stambouli de Mascara accueillera, lundi prochain, la semaine scientifique par des conférences axées sur «l'agriculture et les défis hydriques», permettant d'examiner la situation du secteur agricole et d'explorer des solutions innovantes face à la rareté de l'eau, dans l'objectif de renforcer la sécurité alimen-

taire. A Tindouf, plus précisément à l'Université Ali-Kafi, un programme de conférences est également prévu mardi prochain autour de la géologie et des ressources minières, avec un accent particulier sur les catastrophes naturelles et les terres rares en Algérie. L'Université Benyoucef- Benkhedda d'Alger abritera, jeudi prochain, des activités portant sur «la femme et la science», notamment le rôle des femmes scientifiques dans la recherche en sciences de la matière.

SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Lounes Bouzegza, nouveau ministre

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, jeudi dernier, Lounes Bouzegza, ministre de l'Hydraulique, et a chargé le secrétaire général de la wilaya de Naâma, Massoud Boularès, d'assurer l'intérim de la wilaya, indique un communiqué de la Présidence de la République.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie appelle à une mobilisation africaine

Face à la hausse des défis liés à la sécurité alimentaire en Afrique, notamment la malnutrition et le manque d'investissements, l'Algérie a présenté à la FAO son modèle de développement agricole axé sur la modernisation, l'innovation technologique et la gestion durable des ressources.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a pris part aux travaux de la 34^e session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique (ARC34), qui se tient à Nouakchott du 13 au 17 avril, à l'occasion de laquelle il a présenté l'expérience algérienne en matière de développement du secteur agricole, a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du ministère.

Intervenant au cours d'une table ronde de haut niveau placée sous le thème «analyse prospective : les moteurs et les déterminants de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique», le ministre a souligné la dynamique que connaît le secteur agricole algérien, à travers sa contribution croissante à l'économie nationale et la maîtrise de l'inflation alimentaire, en sus des investissements structurants dans les domaines de l'agriculture de précision, de l'irrigation au goutte-à-goutte, et de l'extension des surfaces agricoles.

Il a également évoqué les succès réalisés, notamment en matière d'électrification des exploitations agricoles, permettant ainsi de généraliser l'utilisation des techniques modernes et d'améliorer la productivité, outre le développement de l'agriculture saharienne, devenue un pilier essentiel pour atteindre la sécurité alimentaire, en s'appuyant sur les systèmes d'irrigation à pivot central et l'énergie solaire.



Et d'ajouter que le progrès réalisé en matière de mécanisation agricole a contribué à l'augmentation de la productivité et à la réduction du recours à la main-d'œuvre traditionnelle, en témoignent les niveaux appréciables d'autosuffisance atteints dans plusieurs produits agricoles.

Le ministre a également abordé dans son intervention les différents défis auxquels fait face le continent africain dans le domaine de la sécurité alimentaire, à la

lumière de la poursuite des taux de malnutrition et de la hausse du coût des régimes alimentaires sains face à la limitation des investissements et à l'insuffisance du financement destiné au secteur, en dépit de son importance dans l'emploi d'une grande partie de la main-d'œuvre.

Dans ce contexte, il a insisté sur la nécessité d'une action collective «urgente» à travers la coordination des politiques, le renforcement des investissements et

l'adoption de solutions innovantes et durables.

Il a également affirmé que le continent africain dispose de potentiels considérables, tant en termes de ressources naturelles que de capacités humaines, ce qui rend la transformation de ses systèmes agricoles et alimentaires «une opportunité réelle», soulignant l'importance de renforcer la gouvernance, de développer la conscience alimentaire, de garantir une distribution plus équitable des richesses, et d'accélérer l'innovation technologique dans le secteur.

Sur le plan de la coopération internationale, le ministre a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération Sud-Sud, en tant que mécanisme d'échange d'expertises et de construction de partenariats fondés sur l'intérêt mutuel, notamment dans les domaines de l'agriculture dans les zones arides, de la gestion des ressources en eau et du développement des chaînes de valeur.

Soulignant l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-Caf) pour soutenir l'intégration économique et renforcer les échanges interafricains, le ministre a appelé à intensifier les investissements destinés au secteur et à lier les visions prospectives à des mesures pratiques, tout en impliquant les jeunes et les femmes au cœur de la transformation agricole pour réaliser un développement durable et une sécurité alimentaire inclusive sur le continent.

R. N.

GOUVERNANCE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Plaidoyer pour un cadre africain intégré

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a appelé, jeudi dernier, à l'élaboration d'un cadre continental intégré pour la gouvernance de l'intelligence artificielle en Afrique. Intervenant par visioconférence lors d'une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine consacrée à «l'intelligence artificielle, la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique», le ministre a insisté sur la nécessité de mettre en place un

dispositif commun reflétant les valeurs africaines, garantissant la protection des droits humains et renforçant la transparence et la responsabilité, tout en encadrant l'usage responsable de cette technologie, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité. Il a réaffirmé le soutien de l'Algérie aux travaux du groupe consultatif de l'Union africaine dédié à l'intelligence artificielle, soulignant le rôle du pays dans la dynamique continentale, notamment à travers l'organisation du

Congrès africain des startups, qui contribue à l'harmonisation des visions en Afrique. Le ministre a également insisté sur l'importance de la souveraineté numérique du continent, appelant au renforcement des capacités nationales, au développement des infrastructures numériques et à la création de centres de données modernes. Il a également plaidé pour la mise en place de cadres législatifs adaptés à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la gouvernance des données. Dans ce contexte, il a

appelé à intensifier la coopération régionale pour lutter contre la cybercriminalité, tout en soulignant la nécessité de prévenir toute utilisation de l'intelligence artificielle à des fins d'ingérence dans les affaires intérieures des États, et de garantir la protection des données personnelles ainsi que des libertés individuelles. Le ministre a, enfin, mis en avant l'importance de l'investissement dans le capital humain afin de permettre aux compétences africaines de maîtriser les technolo-

gies de l'intelligence artificielle, appelant à l'émergence d'une position africaine unifiée dans les instances internationales. Il a, par ailleurs, présenté les efforts engagés par l'Algérie dans ce domaine, notamment en matière de formation spécialisée, de stratégie nationale pour l'intelligence artificielle et de renforcement du cadre juridique du numérique, réaffirmant la volonté du pays de partager son expertise avec ses partenaires africains.

R. N.

COMMERCE

Un marché de gros à Alger

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché prépare la création d'un nouveau marché de gros des produits alimentaires à Alger. Le projet vise à moderniser la distribution, lutter contre l'informel et renforcer la sécurité alimentaire. Un site a été proposé à Birtouta, mais il est bloqué à cause d'un problème de classement du terrain agricole. Les autorités travaillent aussi sur un système de compensation des coûts de transport vers le Sud, un meilleur contrôle des prix et de la qualité, et la surveillance du commerce en ligne. L'objectif général est d'organiser davantage le marché national et d'améliorer l'approvisionnement.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

La jeunesse en première ligne

Le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, le Dr Tarek Kour, présidera, aujourd'hui, à 10h, le lancement des forums ouverts de prévention contre la drogue, destinés aux adolescents, sous le slogan «Un jeune conscient... une société sans drogue». Organisée au siège de l'Office, cette initiative est menée en collaboration avec les anciens des Scouts

musulmans algériens et en partenariat avec plusieurs institutions nationales, dont le ministère de la Jeunesse, le Conseil supérieur de la jeunesse, l'Organe national de promotion et de protection de l'enfance, la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la sûreté nationale.

L'opération vise à renforcer la prévention en milieu juvénile en impliquant directement

plus de 10 000 adolescents âgés de 13 à 16 ans à travers le pays. Elle repose sur une approche participative favorisant le dialogue entre jeunes et leur engagement dans des actions de sensibilisation auprès de leurs pairs. Des espaces d'échange seront ainsi animés par les adolescents eux-mêmes, appelés à formuler des propositions concrètes pour lutter contre le phénomène

de la drogue et promouvoir une culture de prévention. La campagne se poursuivra jusqu'au mois de juin, avec pour point d'orgue un forum national au cours duquel seront présentées les recommandations issues de ces rencontres. Ces contributions serviront de base à l'élaboration d'un guide national de prévention contre la drogue.

R. N.

TERRAINS, PROJETS, EMPLOIS

Relance de l'investissement à grande échelle

De nouvelles opportunités voient le jour avec la mise à disposition de terrains aménagés et un accompagnement renforcé pour concrétiser les projets à travers le pays.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la disponibilité d'assiettes foncières aménagées destinées à accueillir des projets d'investissement dans plusieurs wilayas.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie visant à encourager et attirer l'investissement, ainsi qu'à renforcer le développement économique à travers les différentes wilayas, des terrains ont été mis à la disposition des investisseurs et des porteurs de projets dans les wilayas de Constantine (zone industrielle d'El Douames), Sidi Bel Abbès (zone industrielle de Ras El Ma), Tlemcen (zone industrielle d'El Aricha), Djelfa, Médéa (zone industrielle de Boughzoul) et Tiaret (zone industrielle de Zaaroura), précise le communiqué.

UN APPEL AUX PORTEURS DE PROJETS

Afin de déterminer la nature des activités qui seront attribuées à ces terrains, en fonction des besoins des investisseurs, l'AAPI a invité les porteurs de projets souhaitant investir dans ces wilayas à exprimer leurs intentions via les liens électroniques dédiés à cet effet. Selon la même source, cette annonce vise à recenser les intentions d'investissement afin de les prendre en compte lors de la publication des assiettes foncières sur la plateforme numérique de l'investisseur, qui constitue l'unique canal de dépôt des demandes d'octroi de ces terrains.

À cet égard, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a précisé que le nombre total d'assiettes foncières mises en ligne sur la plate-



forme numérique de l'investisseur, depuis sa mise en service, s'élève à 1.675, dont 1.427 constituées de 2.274 parcelles destinées à accueillir des projets industriels, couvrant une superficie de 2.850 hectares.

UN FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

Par ailleurs, l'AAPI a tenu, mercredi, une réunion de coordination avec les services du ministère du Tourisme et de l'Artisanat afin d'examiner les moyens de promouvoir l'investissement dans le secteur touristique, notamment à travers l'amélioration de l'accompagnement des porteurs de projets et la diversification de l'offre immobilière.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le

cadre des efforts visant à améliorer le climat d'investissement et à renforcer l'attractivité du secteur touristique, a été supervisée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, en présence du directeur général de l'Agence, Omar Rekkache, ainsi que du secrétaire général du ministère et de plusieurs cadres des deux parties.

La réunion a permis d'examiner les moyens de promouvoir l'investissement touristique, notamment à travers l'amélioration des mécanismes d'accompagnement et la simplification des procédures administratives liées à la concrétisation des projets, ce qui permettra d'accélérer leur réalisation et d'optimiser leur efficacité économique. Elle a également été l'occasion

d'aborder la diversification de l'offre immobilière et touristique, notamment par l'élargissement de la base foncière destinée à l'investissement et son orientation vers des projets de qualité, adaptés aux spécificités locales des différentes régions du pays, contribuant ainsi au développement d'un tourisme durable.

DES INVESTISSEMENTS EN HAUSSE ET DES EMPLOIS À LA CLÉ

Dans ce contexte, l'accent a été mis sur l'importance d'intégrer le foncier privé dans la dynamique d'investissement et d'encourager les initiatives visant à développer des projets touristiques structurants, tout en garantissant un accompagnement efficace des porteurs de projets.

La rencontre a également permis de mettre en place des mécanismes pratiques visant à renforcer la coordination, l'échange d'informations et la convergence des efforts entre le ministère du Tourisme, l'organisme chargé de l'aménagement des zones d'expansion touristique (ZET) et l'AAPI, qui assure, au nom de l'État, l'octroi des avantages prévus par la loi sur l'investissement ainsi que l'affectation des terrains destinés aux projets touristiques.

Par ailleurs, l'AAPI a indiqué que, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 22-18 relative à l'investissement, le 1er novembre 2022 jusqu'au 14 avril 2026, ses guichets uniques ont enregistré un total de 262 projets d'investissement dans le secteur du tourisme, pour une valeur globale estimée à 247 milliards de dinars, avec la création prévue de 15.140 emplois directs.

Ces projets se répartissent comme suit : 146 établissements hôteliers, 27 villages de vacances, 38 projets de résidences et d'appartements hôteliers, ainsi que 15 projets de relais routiers et d'aires de repos.

EXPORTATIONS

Les entreprises nationales face au défi africain

La 7^e édition de l'Afterwork de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a été marquée par des échanges riches et concrets autour des perspectives d'exportation vers les marchés africains. Organisée dans un contexte de transformation économique, cette rencontre a permis de mettre en lumière les secteurs porteurs et les conditions nécessaires pour renforcer la présence algérienne à l'international.

Plusieurs filières à fort potentiel ont été identifiées, notam-

ment les matériaux de construction, l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et les équipements industriels. Ces secteurs bénéficient d'une demande croissante dans de nombreux pays africains, offrant ainsi des débouchés significatifs pour les entreprises algériennes.

Parmi les marchés jugés prioritaires figurent la Mauritanie, le Sénégal, l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire. Dans ces pays, les besoins en produits industriels et agroalimentaires connaissent une

progression soutenue, portée par la croissance démographique et le développement des infrastructures. Les intervenants ont également souligné l'importance croissante du commerce intra-africain, appelé à se renforcer avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ce cadre offre de nouvelles perspectives aux exportateurs algériens, à condition d'adapter leurs stratégies aux spécificités des marchés ciblés.

À cet égard, plusieurs leviers

ont été identifiés : l'adaptation des produits aux besoins et au pouvoir d'achat locaux, le renforcement des mécanismes de financement à l'export et le développement d'outils de facilitation du commerce.

À l'ouverture de la rencontre, le président de la CAPC, Souhil Guessoum, a insisté sur l'importance stratégique de l'internationalisation des entreprises algériennes. Il a mis en avant les atouts dont dispose l'Algérie, notamment une base industrielle

en progression, une position géographique stratégique et un tissu entrepreneurial dynamique.

Placée sous le thème « Se positionner à l'international : opportunités africaines, exigences européennes et l'intelligence artificielle comme levier », cette édition de l'Afterwork ambitionne de nourrir la réflexion et d'identifier des pistes concrètes pour permettre aux entreprises algériennes de saisir pleinement les opportunités offertes par les marchés africains.

CONTRÔLE DE QUALITÉ

VERITAL se tourne vers l'Ukraine

L'établissement VERITAL a reçu, jeudi à Alger, une délégation économique ukrainienne de haut niveau, dans le cadre du développement de la coopération bilatérale en matière de contrôle qualité et de sécurité alimentaire.

Conduite par l'ambassadeur d'Ukraine en Algérie, Oleksandr Voronin, la délégation comprenait plusieurs responsables du secteur laitier et vétérinaire, ainsi que des représentants du groupe OLAM.

Accueillis par le PDG de VERITAL, Mohamed Nabil Hammou, les échanges



ont porté sur les perspectives de partenariat, notamment dans le contrôle des

équipements et des technologies destinés à la filière laitière.

VERITAL a présenté son expertise en matière d'inspection, d'analyse et d'audit technique, conforme aux standards internationaux.

La délégation ukrainienne a salué le professionnalisme de l'établissement et exprimé sa volonté de développer une coopération technique mutuellement bénéfique. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre VERITAL et l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL).

DÉCLARATIONS FISCALES ANNUELLES

Les délais prorogés

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prorogation des délais de souscription de plusieurs déclarations fiscales. Selon la DGI, le dépôt des déclarations annuelles de résultats (séries G n 4 et G n 11), ainsi que leurs annexes, et de la déclaration annuelle des traitements et salaires (série G n 29), est désormais fixé au 30 juin 2026, au lieu de l'échéance initialement prévue.

La même prorogation s'applique également à la déclaration annuelle des prix de transfert, déposée par voie électronique conformément à l'article 151 ter du Code des impôts directs et taxes assimilées. Par ailleurs, la déclaration annuelle des revenus (série G n 1) au titre de l'année 2025 bénéficie d'un délai supplémentaire jusqu'au 30 juillet 2026, précise la même source.

JOURNÉE DU SAVOIR

De nombreux détenus primés honorés

La Direction générale de l'administration pénitentiaire a célébré jeudi soir, à l'établissement de rééducation et de réinsertion de Koléa (Tipasa), Yaoum Al Ilm (Journée du savoir) coïncidant avec le 16 avril de chaque année, par l'organisation d'une cérémonie en l'honneur des détenus lauréats de divers concours intellectuels et culturels.

Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Essaid Ezreb, qui a présidé cet événement placé sous le slogan «Perspectives de réinsertion», a souligné que le processus de réinsertion «nécessite la mobilisation de tous les secteurs ministériels et aussi de la société civile», saluant le rôle de chacun dans les résultats positifs réalisés dans ce domaine.

Il a relevé, à cet égard, que plus de 45140 détenus étaient inscrits dans les différents paliers d'enseignement, dont 7771 en alphabétisation, tandis que le nombre de ceux qui poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur à distance s'élevait à 2642 inscrits, dont 136 poursuivent leurs études en semi-liberté.

Avec l'aide et l'accompagnement du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, le nombre de détenus suivant une formation dans différentes spécia-



lités s'élève à plus de 82700 stagiaires, alors que le nombre d'inscrits à l'enseignement coranique et à la mémorisation dépasse les 13000 détenus, s'est félicité M. Ezreb.

UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE RÉINSERTION

Il a estimé que ces chiffres «reflètent les efforts déployés par les pouvoirs publics et leur volonté de diversifier les programmes, les mécanismes et les outils afin de garantir le succès de la politique de réinsertion et la

réintégration des détenus au sein de la société et de leurs familles avec toute l'efficacité requise».

A relever, la deuxième édition du concours intellectuel, culturel et sportif destiné aux détenus des catégories femmes et mineurs, a été organisée cette année et à laquelle ont participé 640 détenus, dont 240 mineurs. Un concours du meilleur magazine périodique réalisé par les détenus au niveau des établissements pénitentiaires, a également eu lieu.

La cérémonie de la journée du savoir a

été précédée par l'organisation de concours dans tous les établissements pénitentiaires à l'échelle nationale, auxquels ont participé des détenus de différentes catégories et de tous âges, dans les domaines de l'enseignement général, de la formation professionnelle et de l'artisanat, ainsi que dans les domaines intellectuels, scientifiques, littéraires, poétiques, des beaux-arts, de la musique et du théâtre.

Au cours de la cérémonie, la troupe de théâtre de l'établissement de rééducation et de réinsertion de Koléa a présenté une pièce intitulée «Le tournant», largement appréciée par le public qui y a assisté.

De la musique, de la poésie et d'autres activités ont également été proposées au cours de la cérémonie, avant que les détenus les plus méritants ne soient distingués par des prix symboliques et des certificats d'honneur, afin de les encourager dans les efforts qu'ils déploient en vue de leur réinsertion dans la société.

Les acteurs ayant contribué à la réussite du processus de réinsertion sociale des détenus, issus de différents établissements pénitentiaires, secteurs ministériels et institutions de l'Etat, ont également été mis à l'honneur.

SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS

La 3e édition du «Projet Jeunes leaders» lancée



La 3e édition du «Projet Jeunes leaders», organisée par les Scouts musulmans algériens (SMA), sous le slogan «Un avenir prometteur pour une jeunesse pionnière», a été lancée, jeudi à Alger, avec la participation de 150 leaders scouts. Supervisant l'ouverture de cet événement, qui se poursuit jusqu'au 18 avril au Camp international des SMA à Sidi Fredj, le commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a souligné que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de «la stratégie des SMA visant à former les jeunes leaders, ainsi qu'à renforcer leurs compétences en matière de leadership». A cette occasion, M. Hamzaoui a indiqué que cette édition, coïncidant avec la célébration de la Journée du Savoir (16 avril), constitue «une opportunité de mettre en avant l'attachement des SMA aux valeurs nationales, de former les jeunes et de s'inspirer des figures emblématiques de l'Algérie, à l'image du cheikh Abdelhamid Ben Badis». Il a également précisé que cette 3e édition du projet «Jeunes leaders» vise à encadrer les participants et à leur transmettre des connaissances et compétences en leadership, en mettant l'accent sur la pratique «afin de relever le défi de l'influence positive au sein de l'environnement et de la société, et de faire face aux différents défis, notamment dans le cyberspace». Cette édition cible principalement le développement des compétences des superviseurs des jeunes leaders, a-t-il ajouté.

ENCADREMENT DE LA SAISON DU HADJ

Clôture du programme de formation

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a coprésidé, jeudi au siège du ministère des Affaires étrangères, avec le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, la cérémonie de clôture du programme de formation spécialisée au profit des membres de la délégation consulaire relevant du bureau des affaires des pèlerins d'Algérie, chargé d'encadrer la saison du hadj, indique un communiqué du ministère. La cérémonie de clôture du programme de formation s'est déroulée en présence du directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), M. Taher Braik. S'exprimant à cette occasion, M. Chaib a précisé que «ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orienta-

tions des Hautes autorités du pays visant à assurer une préparation optimale de la saison du Hadj 1447H/2026», ajoutant que «cette formation spécialisée traduit la volonté ferme de l'Etat d'instaurer un dispositif intégré de gestion de la saison du Hadj, fondé sur une coordination rigoureuse entre les différents secteurs concernés, de manière à garantir une bonne préparation de ce rendez-vous religieux important et à assurer les meilleures conditions à nos pèlerins». Dans le même sillage, le secrétaire d'Etat a souligné que «l'encadrement de la saison du Hadj constitue une haute responsabilité nationale, qui dépasse le cadre organisationnel pour revêtir une dimension symbolique en tant que vitrine reflétant l'image de l'Algérie et ses valeurs authentiques. Cela exige les plus hauts niveaux d'engagement

et d'implication de l'ensemble des acteurs, notamment les membres de la délégation consulaire, en étroite coordination avec nos missions diplomatiques et consulaires, afin de garantir des prestations de qualité à la hauteur des attentes de nos pèlerins et reflétant le niveau d'attention que leur accorde l'Etat». De son côté, M. Belmehdi, a salué l'importance de ce programme de formation, le qualifiant de «pierre angulaire dans le processus du renforcement de la coordination institutionnelle et d'amélioration des performances des différents intervenants dans l'organisation de la saison du Hadj». Il a, dans ce cadre, assuré que «l'ensemble des dispositions organisationnelles et logistiques nécessaires ont été finalisées, afin d'assurer le bon déroulement de cette saison», conclut le communiqué.

HADJ 2026

Les membres de la mission médicale sensibilisés

Le ministère de la Santé a organisé jeudi une journée de sensibilisation à l'Institut national de formation supérieure paramédicale d'Alger (INFSPM) au profit des membres de la mission médicale se rendant aux Lieux Saints dans le cadre de la saison du Hadj (1447h/2026). Dans une allocution lue en son nom par le Secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a indiqué que les précédentes saisons du Hadj «ont été marquées par la qualité des services de santé fournis, ce qui a permis à la mission

médicale algérienne d'occuper une place de premier plan parmi ses homologues», appelant les membres de la mission à «maintenir et à renforcer cet acquis». Dans ce contexte, il a expliqué que la mission médicale pour cette saison «comprend 114 membres pour l'accompagnement de plus de 41300 pèlerins, dotée de produits pharmaceutiques et de matériel médical». Le ministre a ajouté «qu'un système intégré de prise en charge sanitaire a également été déployé sur les Lieux Saints, comprenant deux unités hospitalières centrales à Médine et à La Mecque, ainsi que huit unités de proximité et une unité médicale à l'aéroport de Djeddah, afin de rapprocher les services de santé des hadjis et d'assurer l'intervention rapide en cas de besoin, outre les vaccinations préventives et l'organisation de campagnes de sensibilisation pour les

hadjis». De son côté, le représentant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, le directeur général de l'administration générale au ministère, Zouheir Boudraa, a souligné «les efforts déployés sur le terrain par les membres de la mission», affirmant que «cette noble mission exige un profond sens de responsabilités et le respect de la confiance qui leur est accordée». Pour sa part, le chef de la mission médicale, le Dr Mahmoud Dahmane, a affirmé que la mission «est consciente de l'importance de la responsabilité qui lui incombe et s'engage à être à la hauteur de cette confiance, en s'appuyant sur la compétence de son équipe ainsi que sur les moyens fournis par l'Etat». Le premier vol vers les Lieux Saints est prévu le 29 avril, avec à son bord les membres de la mission médicale et un nombre de pèlerins.

BLANCHIMENT D'ARGENT

Report du procès en appel de Réda Kouninef



La première chambre pénale de la cour d'Alger a décidé, le 8 avril dernier, de reporter le procès en appel de Réda Kouninef.

Par Redouane Hannachi

Ce renvoi, demandé par les avocats de la défense, fixe la prochaine audience au 28 avril. Pour rappel, Réda Kouninef, ses frères ainsi que leur sœur -cette dernière ayant été jugée par défaut- ont été condamnés le 7 janvier dernier par la sixième chambre pénale de la cour d'appel d'Alger. Les magistrats avaient alors alloué les peines prononcées, portant la condamnation des frères Kouninef à dix ans de prison ferme. Principal mis en cause dans plusieurs dossiers judi-

ciaires, Réda Kouninef est impliqué dans au moins cinq affaires distinctes. Il doit également comparaître dans une autre affaire liée au transfert illégal de capitaux vers et depuis l'étranger, impliquant une somme estimée à près de huit millions de dollars, aux côtés de ses frères et de son beau-frère. Par ailleurs, l'homme d'affaires, à la tête du groupe familial KouGC, doit répondre devant la justice d'accusations graves, notamment de blanchiment d'argent issu de produits de corruption. Les poursuites concernent l'acquisition, par acte notarié, de l'usufruit d'une concession agricole située à Zéralda, pour un montant de cinq millions de dinars, auprès de son propriétaire, Belahcène Benabdellah. Les faits remontent à 2018, lorsque les deux hommes ont conclu un accord pour la création d'une société exploitant,

pour une durée de 25 ans, une parcelle agricole d'environ un hectare (9 800 m²), comprenant notamment un chalet. Lors de l'instruction, les deux parties ont expliqué que cet usufruit devait servir à la production de plants destinés à être exploités sur un terrain agricole de 20 hectares situé à Chéraga, appartenant à Réda Kouninef, un bien confisqué par l'État en 2020. Ils ont également indiqué avoir créé une société de participation, conformément aux dispositions du code du commerce, afin de développer d'autres activités agricoles sans lien direct avec la concession de Zéralda. Selon leurs déclarations, Djillali Akrouf a été désigné pour gérer cette structure, en raison de son expérience agricole acquise depuis 2004 sur le site de Chéraga. À la suite de l'arrestation de Réda Kouninef, Djillali Akrouf a engagé des poursuites

judiciaires devant le tribunal de Chéraga, évoquant des faits de menaces et d'agression imputés à des membres de la famille Kouninef, qui auraient tenté de l'empêcher d'accéder à la concession. Le dossier a ensuite été transféré au pôle économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed. Il est à noter que Réda Kouninef comparaitra en appel aux côtés de son beau-père, Abdelaziz Nouacer. En revanche, son beau-frère, Manil Nouacer, actuellement en fuite, ainsi que Belahcène Benabdellah, décédé, ne seront pas présents à l'audience. Les mandats d'arrêt internationaux émis contre les personnes en fuite restent en vigueur. Enfin, il convient de rappeler que, depuis 2019, la justice a déjà statué sur cinq des huit dossiers liés à des affaires de malversation impliquant Réda Kouninef.

R. H.

AFFAIRE KAOUANE-GRINE

Les pourvois en cassation bientôt examinés

Les avocats des anciens ministres Djamel Kaouane et Hamid Grine, poursuivis pour des faits remontant à leur gestion de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), ont déposé des pourvois en cassation contre le jugement rendu le 11 février dernier par la première chambre pénale de la cour d'appel d'Alger. La défense a saisi la chambre délictuelle et correctionnelle de la Cour suprême dans l'objectif d'obtenir un nouveau procès. Les mémoires introduits à cet effet devraient être examinés prochainement. Selon les avocats, la décision contestée comporte des irrégularités de procédure. Ils estiment notamment que les juges n'ont pas clairement formulé les questions débattues lors de l'audience, ce qui constituerait un vice de forme susceptible d'entraîner la cassation du jugement et le renvoi de l'affaire. Pour rappel, la cour d'appel avait réduit de deux ans les peines initialement prononcées contre les deux prévenus. Lors du procès, le procureur général près la cour d'Alger avait requis une peine de dix ans de prison ferme à l'en-

contre des deux anciens ministres de la Communication, ainsi que d'Amine Echikr, ex-PDG de l'ANEP, et de onze autres accusés impliqués dans le dossier. De son côté, le représentant du Trésor public avait demandé le versement de 300 millions de dinars au titre de dommages et intérêts. Une requête contestée par le représentant de l'ANEP, qui a jugé cette demande infondée, soulignant par ailleurs que l'entreprise est elle-même poursuivie par la société Métro d'Alger pour un montant de 30 milliards de dinars, à la suite de la résiliation d'un contrat. À la barre, Djamel Kaouane a rejeté les accusations portées contre lui, affirmant qu'elles reposent sur de simples «interprétations» et ne s'appuient sur aucune preuve tangible. Il a soutenu que l'ANEP, en tant qu'entreprise à caractère commercial, ne dispose pas d'un cadre légal spécifique régissant l'attribution de la publicité, et que l'ensemble des contrats conclus l'ont été dans le respect de la législation en vigueur, y compris celle relative aux marchés publics. Concernant la

convention signée avec le Métro d'Alger, il a précisé qu'elle s'inscrivait dans un cadre légal, bien qu'elle ne relève pas formellement des marchés publics, en raison du statut particulier de l'ANEP. S'exprimant également sur la location d'une villa à El Biar, il a indiqué que le bien appartenait initialement au secteur postal privé et qu'un projet de transfert à l'ANEP était en cours d'examen avant son départ de ses fonctions. Pour sa part, Amine Echikr a reconnu avoir déclaré au conseil d'administration la participation majoritaire de son épouse (80 %) dans le journal Reporters. Il a toutefois assuré qu'aucun traitement de faveur en matière de publicité n'en a découlé, évoquant plutôt des régularisations de paiements. Enfin, Hamid Grine a catégoriquement rejeté les faits qui lui sont reprochés. Il a décrit un ministère de la Communication à la tutelle «théorique», affirmant que les décisions en matière de publicité étaient souvent prises à d'autres niveaux, notamment à la présidence de la République de l'époque.

R. H.

ACCUSÉES DE SORCELLERIE

Arrestation de deux femmes à Constantine

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Beni Hamidane (groupement de Constantine) ont procédé à l'arrestation de deux femmes âgées de 42 et 47 ans, accusées de constitution d'une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit, ainsi que d'escroquerie, d'abus de confiance et de spoliation de biens d'autrui par le recours à la sorcellerie et aux pratiques occultes. Les faits remontent au dépôt d'une plainte par un citoyen auprès des services de la Gendarmerie nationale. Celui-ci a déclaré que son épouse avait été victime d'une escroquerie impliquant des actes de sorcellerie, ayant conduit à la disparition d'une somme d'argent estimée à 458 millions de centimes, dérobée au domicile familial. Suite à cette plainte, les services compétents ont ouvert une enquête de terrain approfondie, permettant d'identifier les suspects et de mettre en place un plan minutieux pour leur arrestation. L'une d'elles a été interpellée alors qu'elle se rendait au domicile de la victime dans le but de s'emparer d'une somme supplémentaire estimée à 200 millions de centimes. Elle a été arrêtée en flagrant délit, en possession d'un sac plastique contenant une somme de 50 millions de centimes, avant d'être conduite au siège de la brigade pour la poursuite de l'enquête. Les investigations approfondies ont également permis l'arrestation de sa complice et la récupération d'importantes sommes d'argent. L'enquête se poursuit afin de faire toute la lumière sur cette affaire et d'identifier d'éventuelles ramifications de cette activité criminelle.

TRAFIC DE DROGUE

Deux suspects devant le procureur à Boumerdès



La brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra de Khemis El Khechna (sûreté de wilaya de Boumerdès) est parvenue à démanteler un réseau criminel composé de trois individus connus des services de justice. L'opération a permis la saisie d'environ 40 kg de drogue, en l'occurrence du kif traité. Cette intervention s'inscrit dans le cadre des efforts opérationnels des services de la Sûreté nationale dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants. Suite à des informations fiables parvenues à cette brigade, faisant état de activités suspectes d'un réseau criminel tentant d'écouler d'importantes quantités de drogue au sein des milieux de jeunes à Boumerdès, une enquête a été immédiatement ouverte. Les investigations de terrain menées ont permis, en un temps record, de démanteler la structure du réseau et de saisir 39,82 kg de kif traité, ainsi qu'une quantité de drogue dure (cocaïne). Les policiers ont également récupéré deux véhicules touristiques utilisés pour le transport des stupéfiants, une somme d'argent issue des revenus de ce trafic estimée à 399 millions de centimes et 600 euros, ainsi qu'une machine à compter les billets. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Khemis El Khechna.

RETRAIT DE L'ENTITÉ SIONISTE DU GOLAN

Ahmed al-Charaa évoque un futur accord sécuritaire

Al-Charaa a mis en avant l'importance du respect de l'accord de séparation des forces de 1974, désormais une priorité pour Damas.

Le président syrien, Ahmed al-Charaa, a laissé entendre hier que son pays pourrait entrer en négociations directes avec l'entité sioniste concernant la question du Golan, à condition que les deux pays parviennent à un accord de sécurité garantissant le retrait des troupes sionistes des territoires occupés après la chute du précédent régime syrien.

Cette déclaration a été faite lors d'une session de dialogue au Forum diplomatique d'Antalya en Turquie, un événement qui rassemble des diplomates et des responsables du monde entier pour discuter des grandes questions géopolitiques.

Al-Charaa a souligné que le respect de l'accord de séparation des forces de 1974, un traité qui régissait la ligne de cessez-le-feu entre l'entité sioniste et la Syrie après la guerre de 1973, est désormais au cœur des préoccupations de Damas.

«Israël viole cet accord, et nous œuvrons pour parvenir à un accord de sécurité qui garantira son retrait des terres qu'il a occupées après la chute du régime déchu», a-t-il déclaré.

Selon lui, ce retrait devrait permettre un retour aux lignes définies par l'accord de 1974.

L'éventualité d'un nouvel accord sécuritaire entre l'entité sioniste et la Syrie pourrait ouvrir la voie à des négociations plus longues pour résoudre définitivement la question du Golan, un territoire stratégique que l'État hébreu a occupé en 1967 lors de la guerre des Six Jours, puis annexé en 1981. Cette annexion, unilatérale et non reconnue par la communauté internationale, sauf par les États-Unis, reste un point de



tension majeur entre les deux pays.

UNE VIOLATION FLAGRANTE

Les tensions entre l'entité sioniste et la Syrie se sont intensifiées après la chute du président Bachar el-Assad en décembre 2024. Depuis lors, l'entité sioniste a mené des frappes aériennes répétées sur des sites militaires syriens et a déployé des forces dans une zone tampon surveillée par l'ONU, séparant les forces sionistes et syriennes dans le Golan. L'ONU a qualifié ces actions de violation flagrante de l'accord de séparation des forces, exacerbant

encore la situation.

De son côté, Damas insiste sur le respect strict de cet accord, qui délimite les territoires occupés par l'entité sioniste dans le Golan et ceux restant sous contrôle syrien. Al-Charaa a précisé que l'objectif de la Syrie était de faire revenir l'entité sioniste aux lignes de 1974 et de créer un environnement sécurisé où les deux pays pourraient coexister sans menace mutuelle. «La reconnaissance par un quelconque pays du droit de l'entité sioniste sur le Golan syrien occupé est invalide», a-t-il martelé.

VERS UN NOUVEL ÉQUILIBRE RÉGIONAL ?

L'initiative syrienne pourrait représenter une ouverture diplomatique rare dans un contexte où la guerre civile en Syrie a profondément modifié les équilibres de pouvoir dans la région. Des pourparlers entre l'entité sioniste et la Syrie, sous pression américaine, ont eu lieu récemment, et en janvier 2026, les deux pays ont convenu de créer un mécanisme de coordination pour faciliter les échanges sécuritaires. Un tel mécanisme pourrait constituer un préambule à un accord de paix durable entre les deux nations, qui sont officiellement en guerre depuis plusieurs décennies. Cette évolution intervient alors que la communauté internationale cherche de plus en plus à stabiliser la région et à éviter que le Golan ne devienne un foyer de conflits supplémentaires. La question de la restitution du Golan à la Syrie demeure cependant un sujet épineux, à la fois pour l'entité sioniste, qui considère ce territoire comme un rempart stratégique contre les menaces régionales, et pour la Syrie, qui revendique sa souveraineté sur cette région depuis la guerre de 1967. Si les négociations s'engagent, elles s'annoncent longues et difficiles, et tout accord devra tenir compte de l'équilibre fragile entre les différents acteurs régionaux, y compris les États-Unis, la Russie et l'Iran, qui jouent tous un rôle central dans le conflit syrien. Le chemin vers la paix semble semé d'embûches, mais le fait que la Syrie soit prête à envisager des négociations avec l'entité sioniste pourrait être un premier pas vers une désescalade de la situation dans le Golan, et peut-être au-delà, dans l'ensemble du Moyen-Orient.

R.I/agences

INDONÉSIE

Des victimes dans un crash d'hélicoptère

Les autorités indonésiennes ont annoncé, ce vendredi, qu'un hélicoptère s'est écrasé dans la région de Kalimantan occidental, tuant les huit personnes à son bord. L'incident s'est produit après que l'appareil, un Airbus H130, ait perdu la communication avec les contrôleurs aériens cinq minutes après son décollage, jeudi matin, depuis une zone agricole située à Melawi.

Mohammad Shafii, le chef de l'Agence de sauvetage indonésienne, a indiqué que l'accident s'est produit dans une zone forestière dense, caractérisée par un terrain montagneux escarpé, ce qui a rendu les opérations de secours particulièrement complexes. Les équipes de recherche ont retrouvé des débris présumés appartenant à la queue de l'hélicoptère, situés à environ trois kilomètres à l'ouest de l'endroit où la communication a été perdue.

Le bilan fait état de six passagers et de deux membres d'équipage, tous tués dans l'accident. Les équipes de secours, comprenant des membres de l'armée et de la police, ont entrepris des efforts pour atteindre le site de l'accident par voie terrestre. Les causes de l'incident restent pour le moment inconnues et une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes du crash.

SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE

L'Ukraine persiste et signe

La Première ministre ukrainienne, Yulia Svyrydenko, a quitté les États-Unis hier (jeudi) après des «discussions positives» avec plusieurs hauts responsables américains, dont le secrétaire au Trésor, Scott Pient. Selon Svyrydenko, ces échanges ont permis de renforcer le soutien des États-Unis à l'Ukraine, un pays dévasté par la guerre avec la Russie. Lors de sa rencontre avec Pient, Svyrydenko a insisté sur la nécessité de maintenir les sanctions imposées à la Russie après son invasion de l'Ukraine en 2022. Elle a souligné que ces sanctions ne devraient en aucun cas être allégées, levées ou repor-

tées. Elle a également rappelé que Washington avait temporairement assoupli certaines sanctions sur le pétrole russe pour atténuer les pénuries d'approvisionnement liées à la guerre en Iran, mais que ces mesures avaient été rétablies. Dans sa seule interview médiatique au cours de sa visite aux États-Unis, Svyrydenko a déclaré : «Je pense que le ministre Pient se tient aux côtés de l'Ukraine et la défend». Elle a ajouté que les discussions avaient été très constructives et amicales. «Il est très soutenant», a-t-elle affirmé, soulignant que les responsables américains sont pleinement conscients de l'im-

portance de renforcer les sanctions pour affaiblir la Russie et empêcher le contournement des mesures existantes.

Le mois dernier, des responsables ukrainiens et américains s'étaient rencontrés en Floride pour discuter de la fin du conflit avec la Russie. Cependant, les perspectives d'un accord de paix rapide se sont estompées. L'Ukraine a insisté sur le fait qu'elle ne signerait un accord de paix qu'à condition de recevoir des garanties de sécurité solides.

Svyrydenko a évoqué son espoir de mettre fin à la guerre, mais a précisé que cela ne pourrait se faire qu'avec des «garan-

ties de sécurité appropriées, un plan de prospérité et une stratégie claire de reconstruction et de récupération». Elle a ajouté que ces éléments permettraient aux Ukrainiens de «vivre la vie qu'ils méritent», après avoir résisté avec courage à l'invasion russe.

En outre, Svyrydenko a souligné les progrès réalisés dans les relations bilatérales entre les États-Unis et l'Ukraine, notamment grâce au Fonds d'investissement américano-ukrainien pour la reconstruction. Ce fonds a récemment approuvé son premier projet et devrait valider un second projet cet été dans le secteur de l'énergie.

SOUDAN

11 000 disparus en 2025

La Croix-Rouge internationale a annoncé que le nombre de personnes disparues au Soudan a atteint 11 000, marquant une augmentation de 40 % en 2025. Cette hausse reflète l'ampleur de la souffrance causée par le conflit prolongé. Les familles perdent tout contact avec leurs proches, en raison de la destruction des

réseaux de communication. Les témoignages des familles rapportent des recherches désespérées, souvent entre les listes de prisonniers libérés ou à travers les médias.

Malgré ces obstacles, la Croix-Rouge a facilité plus de 560 000 appels téléphoniques pour aider les familles à renouer les liens. La

situation est d'autant plus grave que les infrastructures essentielles sont détruites, dont les hôpitaux et les stations de traitement de l'eau, affectant des millions de civils. Environ 70 à 80 % des établissements de santé sont hors service.

Le rapport de la Croix-Rouge souligne également la violence

sexuelle, un problème largement sous-déclaré. Environ 11 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, et près de 4 millions ont fui vers les pays voisins. L'organisation appelle à des mesures urgentes pour protéger les civils et soutenir les efforts humanitaires.

L'ENTITÉ SIONISTE ET LE LIBAN AU BORD DU GOUFFRE

La trêve en équilibre instable

Si certains saluent cette trêve, une partie du gouvernement libanais et du Hezbollah rejettent fermement toute négociation avec l'entité sioniste.

La situation au Moyen-Orient reste marquée par de fortes tensions, avec de récents développements entre le Liban et l'entité sioniste, suscitant des inquiétudes à l'échelle régionale.

Le président américain Donald Trump a annoncé, jeudi, un cessez-le-feu de 10 jours entre le Liban et l'entité sioniste, espérant qu'il puisse évoluer vers une «paix durable», à travers un sommet prévu à la Maison Blanche. Cette trêve fragile intervient après plusieurs mois de guerre intense et divise les acteurs sur le terrain.

UN CESSEZ-LE-FEU FRAGILE

Le 2 mars 2026, après qu'un tir de roquettes du Hezbollah ait frappé l'entité sioniste en représailles à l'assassinat du guide iranien Ali Khamenei, une guerre à grande échelle a éclaté. L'entité sioniste a répliqué par des frappes aériennes et une invasion du sud du Liban. Ce conflit a renforcé la pression internationale pour parvenir à un cessez-le-feu.

Trump a précisé que ce cessez-le-feu pourrait constituer un point de départ pour une «paix durable», mais a averti que les combats reprendront si un accord final n'est pas signé. Une question cruciale demeure : le retrait sioniste du sud du Liban. Benjamin Netanyahu, Premier ministre sioniste, a insisté pour maintenir une «zone de sécurité» de 10 kilomètres en profondeur afin d'empêcher le Hezbollah



de se réimplanter à la frontière internationale.

UNE OPPOSITION INTERNE FORTE

Si certains saluent cette trêve, une partie du gouvernement libanais et du Hezbollah rejettent fermement toute négociation avec l'entité sioniste. Hussein al-Haj Hassan, député du Hezbollah, a qualifié les négociations directes de «grande erreur» et d'une «chute brutale» pour le Liban. Selon lui, ces discussions ne servent pas les inté-

rêts du pays. Il a également critiqué l'insistance du gouvernement libanais à obtenir un cessez-le-feu sous médiation sioniste et américaine, tout en rejetant l'implication de l'Iran.

Les propos d'al-Haj Hassan font suite à une rencontre historique entre les ambassadeurs libanais et sionistes aux États-Unis. Bien que ces discussions n'aient pas encore abouti, elles marquent un tournant dans les relations entre les deux pays, avec des implications pour la dynamique diploma-

tique régionale.

L'Iran, principal soutien du Hezbollah, reste un acteur clé. Mohammad Baqer Qalibaf, président du Conseil de Shura iranien, a souligné que le cessez-le-feu au Liban est également crucial pour l'Iran. Téhéran cherche à étendre cette trêve à l'ensemble de la région. Toutefois, le Liban semble hésiter à inclure l'Iran dans ce processus, notamment en raison de la méfiance et des différends politiques internes.

UNE RÉGION SOUS PRESSION

Les tensions ne se limitent pas au Liban. Dans le détroit d'Ormuz, les États-Unis et l'Iran s'affrontent sur le plan militaire et diplomatique, avec des pressions croissantes sur le secteur énergétique iranien. Le ministre de la Défense américain, Pete Hegseth, a évoqué de nouvelles mesures, notamment un blocus naval, pour contraindre l'Iran. La question du nucléaire iranien reste un point de friction majeur, malgré l'accord sur la restitution de l'uranium enrichi. À court terme, la région semble partagée entre un espoir de paix et la menace d'une nouvelle escalade. Le Liban et l'entité sioniste se livrent une bataille diplomatique et militaire, tandis que la communauté internationale cherche à trouver une solution. La question demeure : la diplomatie parviendra-t-elle à instaurer une paix durable ou la région se dirigera-t-elle vers une nouvelle confrontation ?

R.I/agences

IRAN-USA

Trump évoque une possible signature d'accord

Le président américain Donald Trump a déclaré jeudi que les États-Unis et l'Iran étaient «très proches» de parvenir à un accord. Selon lui, l'Iran a accepté de remettre son stock d'uranium enrichi. Les deux pays examinent la possibilité de tenir une seconde série de négociations à Islamabad, en vue de signer un accord. Trump a évoqué une visite possible au Pakistan pour cette signature, précisant que si un accord était conclu, il irait probablement à Islamabad pour le signer.

Trump a salué les efforts de médiation du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif et du chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir. Selon Trump, l'Iran a accepté de ne jamais posséder d'armes nucléaires et a consenti à remettre presque tous ses stocks d'uranium enrichi, qualifié par le

président de «poussière nucléaire». Il a ajouté que les États-Unis avaient reçu une déclaration forte de l'Iran affirmant qu'ils ne posséderaient pas d'armes nucléaires pendant plus de 20 ans.

Le président a également mentionné que «le blocus américain du détroit d'Ormuz reste solide» et qu'une nouvelle rencontre avec l'Iran pourrait avoir lieu la semaine prochaine. Toutefois, il a averti que les combats reprendraient si aucun accord n'était trouvé. Quant à la trêve entre l'entité sioniste et le Liban, Trump a précisé que le cessez-le-feu inclurait également le Hezbollah.

LES DIVERGENCES SUR LE NUCLÉAIRE PERSISTENT

Les négociateurs américains et iraniens ont réduit leurs attentes concernant un accord de paix

complet, optant plutôt pour un mémorandum d'accord temporaire afin de prévenir la reprise des hostilités. Ce changement de stratégie survient après des pourparlers inconclusifs à Islamabad, bien que les divergences fondamentales sur le programme nucléaire iranien demeurent. Le sort des stocks d'uranium enrichi et la durée de la suspension des activités nucléaires de l'Iran sont toujours des points de friction majeurs.

Le général pakistanais Asim Munir, lors de sa visite à Téhéran, a rencontré le président du Parlement iranien, Mohammad Baqer Qalibaf, et le chef des opérations de l'état-major iranien, Ali Abdollahi. Il a présenté un rapport sur les efforts du Pakistan pour mettre fin au conflit et a réaffirmé son soutien aux négociations.

Abdollahi a souligné que l'attaque contre l'Iran était due à une «mauvaise évaluation» des capacités de défense iraniennes.

Les autorités iraniennes ont salué le rôle du Pakistan dans la médiation. Qalibaf a insisté sur l'importance de lier le cessez-le-feu en Iran à celui du Liban, affirmant que l'Iran et la résistance formaient un tout. La pression sur la trêve s'est intensifiée en raison des tensions autour du Hezbollah et du conflit avec Israël, et l'Iran a renouvelé sa demande d'une pause dans les hostilités dans toutes les régions concernées.

LE DÉTROIT D'ORMUZ AU CŒUR DES TENSIONS RÉGIONALES

Les négociations ont également porté sur le passage stratégique du détroit d'Ormuz. La

Chine a exprimé son soutien à la réouverture du détroit, soulignant qu'il s'agissait d'un «consensus mondial». Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a précisé que la souveraineté de l'Iran devait être respectée, mais que la sécurité du passage était essentielle pour la stabilité mondiale.

Du côté iranien, le général Mohsen Rezaei a averti les États-Unis qu'ils risquaient de se heurter à une réponse militaire sévère si les États-Unis tentaient de «policer» le détroit d'Ormuz. Selon Rezaei, l'Iran est prêt à couler des navires américains dans le détroit si la situation l'exige. La marine américaine a intensifié ses messages concernant le blocus, avertissant les navires liés à l'Iran qu'ils seraient interceptés et saisis si les sanctions étaient violées.

CUBA FACE À LA MENACE AMÉRICAINE

Díaz-Canel annonce la mobilisation

Le président cubain Miguel Díaz-Canel a affirmé jeudi que Cuba était «sur le quivive» face à une éventuelle attaque américaine, après plusieurs mois de pressions croissantes de la part de l'administration de Donald Trump. Lors d'une grande marche à La Havane pour marquer le 65e anniversaire de l'échec de l'invasion de la Baie des Cochons, Díaz-Canel a déclaré : «Nous ne voulons pas cela (la confrontation), mais il est de notre devoir d'être prêts à l'éviter, et si elle est inévitable, nous devons la remporter».

Cette situation s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes entre Cuba et les États-Unis, avec des avertissements répétés de Trump concernant le régime cubain. Ce dernier a évoqué la possibilité que l'île soit «la prochaine cible» après la chute du président vénézuélien Nicolás Maduro et son implication dans le conflit contre l'Iran. Bien que des discussions aient eu lieu entre Washington et La Havane pour apaiser les tensions, peu de progrès ont été réalisés.

Mariela Castro, la fille de l'ex-prési-

dent Raúl Castro, a exprimé la volonté des Cubains d'engager un dialogue avec les États-Unis, mais a précisé que ce dialogue ne concernerait pas le système politique cubain. Elle a ajouté que son père avait participé indirectement aux négociations avec les autorités américaines, soulignant l'importance de ces échanges pour Cuba.

Díaz-Canel a insisté sur le caractère «socialiste» de Cuba, affirmant que l'île restait fidèle à ses idéaux malgré la gravité de la situation. Il a rappelé la déclaration de Fidel Castro du 16 avril 1961, qui

officialisait le caractère socialiste de la révolution cubaine.

Aujourd'hui, après plus de six décennies, Cuba se retrouve à nouveau dans le viseur des États-Unis. L'administration Trump a imposé un embargo pétrolier à Cuba après l'arrestation de Maduro, aggravant ainsi la crise économique du pays. Díaz-Canel a fermement rejeté la description de Cuba comme un «État défaillant» par Washington, soulignant que Cuba est un «État assiégé», mais pas défaillant.

●PREMIER LEAGUE MANCHESTER CITY - ARSENAL, LE TITRE EN JEU

La 33e journée de Premier League s'annonce comme un tournant majeur de la saison, avec un choc entre Manchester City et Arsenal. Leader avec 70 points, le club londonien se déplace chez son dauphin, qui compte 64 points et un match en moins. Un duel au sommet qui pourrait redistribuer les cartes dans la course au titre, à cinq journées de la fin du championnat.

Deuxième avec 64 points et un match en moins, Manchester City possède une opportunité en or de relancer totalement la course au titre. Une victoire permettrait aux hommes de Pep Guardiola de revenir à trois points d'Arsenal, voire à égalité en cas de succès dans leur match en retard contre Crystal Palace. À l'inverse, un succès des Gunners pourrait creuser un écart presque décisif à cinq journées de la fin. Les autres duels de la journée Derrière ce duel, la bataille pour les places européennes reste tout aussi intense. Manchester United et Aston Villa, tous deux à 55 points, visent le podium. Liverpool, Chelsea, Brentford et Everton se tiennent également en quelques points, rendant chaque rencontre capitale dans la lutte pour l'Europe. En bas de tableau, la situation est critique pour Tottenham, 18e et reléguable, tandis que Burnley et Wolverhampton tentent de s'accrocher pour éviter la descente. Le week-end débutera, aujourd'hui, avec notamment Chelsea face à Manchester United (16h30 GMT), un choc déterminant pour l'Europe. Demain, le derby de la Mersey entre Everton et Liverpool (13h00 GMT) promet une forte intensité. Enfin, la journée se clôturera lundi avec Crystal Palace contre West Ham (19h00 GMT).

●REAL MADRID EDUARDO CAMAVINGA PRÉSENTE SES EXCUSES

Qui s'excuse s'accuse. Eduardo Camavinga a publié un message sur ses réseaux sociaux pour présenter ses excuses à ses coéquipiers et aux supporters madrilènes après son expulsion lors du quart de finale retour de Ligue des champions face au Bayern. « J'assume ma part de responsabilité. Je veux m'excuser auprès de mon équipe et de tous les Madridistas. Merci pour votre soutien. Hala Madrid, pour toujours », a écrit l'international français sur sa page Instagram. Une expulsion lourde de conséquences pour le Real Madrid, qui a encaissé dans la foulée deux buts, synonymes d'élimination.

La saison dernière, après son carton rouge similaire contre Arsenal au même stade de la compétition, Camavinga avait déjà posté un message d'excuse sur Instagram. La carrière de l'ancien Rennais est au point mort depuis plusieurs mois sous les couleurs madrilènes. Peu de temps de jeu, des prestations en deçà du niveau réel du joueur et des supporters qui demandent son départ : bref, une période plus délicate pour le joueur de 23 ans.

●À DEUX MOIS DE LA COUPE DU MONDE HERVÉ RENARD LICENCIÉ PAR L'ARABIE SAOUDITE

Hervé Renard était en poste depuis octobre 2024. (N. Nishimura/AFLO/Presse Sports) Hervé Renard était en poste depuis octobre 2024. (N. Nishimura/AFLO/Presse Sports) Comme annoncé par RMC Sport, Hervé Renard a été licencié de son poste de sélectionneur de l'Arabie saoudite ce vendredi. Le technicien français devait disputer sa deuxième Coupe du monde avec ce pays dans deux mois. Le deuxième passage d'Hervé Renard à la tête de l'Arabie saoudite a pris fin ce vendredi, deux

COUPES EUROPÉENNES LES TABLEAUX COMPLETS DES DEMI-FINALES

Entre affiches prestigieuses et parcours surprises, le dernier carré promet des confrontations spectaculaires.

Il s'agit de 12 pour trois titres. La semaine européenne a dévoilé les tableaux complets des demi-finales de la Ligue des champions, de la Ligue Europa et de la Ligue Conférence mardi, mercredi et jeudi. Il y aura deux représentants français: le PSG, en quête du doublé en Ligue des champions, qui défiera le Bayern Munich dans une finale avant l'heure, mais aussi Strasbourg, renversant face à Mayence (4-0) en quart de finale retour de Ligue Conférence après sa défaite en Allemagne à l'aller (2-0).

RAYO-STRASBOURG, PSG-BAYERN

Pour la première demi-finale européenne de leur histoire, les Alsaciens affronteront les Espagnols du Rayo Vallecano



au tour suivant. L'équipe de la banlieue de Madrid a eu chaud sur le terrain de l'AEK Athènes en s'inclinant 3-1 après avoir remporté l'aller 3-0. L'autre demi-finale de la compétition opposera les Ukrainiens du Shakhtar Donetsk aux Anglais de Crystal Palace.

En Ligue Europa, Braga a signé un joli coup en allant s'imposer sur le terrain du Betis Séville (2-4) après avoir

concedé le nul à domicile à l'aller (1-1). Les Portugais affronteront les Allemands de Fribourg, sans pitié avec le Celta Vigo (3-0, 1-3). L'autre affiche mettra aux prises deux clubs de Premier League: Aston Villa, vainqueur de Bologne (2-0, 1-3) actuellement 4e de Premier League et quart de finaliste de la Ligue des champions la saison dernière à Nottingham Forest, qui s'est offert Porto (1-

1, 1-0) en quarts. Les affiches du dernier carré de la Ligue des champions sont, elles, connues depuis mercredi: PSG-Bayern Munich et Atlético-Arsenal.

Portée par les qualifications du PSG et de Strasbourg pour les demi-finales de la Ligue des champions et de la Ligue Conférence, la France consolide sa cinquième place à l'indice UEFA et réduit l'écart avec l'Allemagne.

ILS ONT GALÉRÉ AVANT LA GLOIRE CES CRACKS SANS LIGUE DES CHAMPIONS À 27 ANS

La malédiction continue... ou pas vraiment. À 27 ans, Kylian Mbappé n'a toujours pas soulevé la Ligue des champions après une nouvelle élimination avec le Real Madrid. Mais avant lui, de nombreuses légendes étaient dans la même situation au même âge. Petit tour d'horizon.

GIANLUIGI BUFFON

À 27 ans, en 2005, Buffon est déjà une référence mondiale à la Juventus. Pourtant, il a déjà perdu une finale de Ligue des champions (2003 contre le Milan AC). Il en perdra deux autres plus tard (2015 et 2017), sans jamais remporter le trophée. Un immense gardien... à qui il manque seulement cette ligne au palmarès.



ZLATAN IBRAHIMOVIĆ

À 27 ans, Zlatan évolue à l'Inter Milan. Malgré son talent, il n'a jamais réussi à gagner la C1. Ironie du sort : il quitte l'Inter en 2009... juste

semaines après le surgissement de premiers bruits de séparation. Comme annoncé par RMC Sport, le technicien français a été licencié par les Faucons à deux mois de la Coupe du monde (11 juin-19 juillet), lors de laquelle les Saoudiens seront dans le groupe H avec le Cap-Vert, l'Espagne et l'Uruguay. Renard (57 ans) avait dirigé la sélection d'Arabie saoudite une première fois entre 2019 et 2023, participant à la Coupe du monde au Qatar en 2022, réussissant l'exploit de battre les futurs champions du monde argentins lors du premier match (2-1). Il avait ensuite démissionné pour prendre la tête de l'équipe de France féminine en vue des JO de Paris 2024, puis était revenu sur le banc saoudien en octobre 2024, parvenant à qualifier le pays pour le Mondial nord-américain.

avant que le club ne remporte la compétition en 2010. Son parcours européen restera marqué par ce genre de rendez-vous manqués.

OUSMANE DEMBÉLÉ

Longtemps en difficulté sur la scène européenne avec le FC Barcelone, Dembélé a connu plusieurs éliminations marquantes avant de finalement remporter la compétition plus tard dans sa carrière. La patience a fini par payer.

ZINÉDINE ZIDANE

Avant de devenir une légende du Real Madrid, Zidane a perdu deux finales avec la Juventus (1997 et 1998). Il doit attendre 2002, à 29 ans, pour enfin soulever la coupe, grâce notamment à sa célèbre reprise de volée en finale.



THIERRY HENRY

À Arsenal, Henry brille mais échoue à remporter la Ligue des champions, malgré une finale en 2006. Il devra attendre son transfert au FC Barcelone pour gagner la compétition en 2009, à 31 ans.



FRANZ BECKENBAUER

Avant 1974, Beckenbauer avait déjà tout gagné... sauf la Coupe d'Europe des clubs champions. Il décroche finalement son premier sacre à 28 ans avec le Bayern Munich, avant



d'enchaîner avec deux autres victoires.

ROBERT LEWANDOWSKI

Finaliste malheureux en 2013 avec Dortmund, Lewandowski rejoint ensuite le Bayern Munich. Malgré ses performances exceptionnelles, il doit attendre 2020, à 32 ans, pour remporter enfin la Ligue des champions.



PELÉ ET DIEGO MARADONA

Aucun des deux n'a gagné la Ligue des champions, mais leur contexte est particulier. Pelé a fait toute sa carrière au Brésil, tandis que Maradona a évolué dans une époque différente, où la compétition n'avait pas la même portée qu'aujourd'hui.



JOSELU

Longtemps discret, Joselu a connu une carrière tardive. Il finira par remporter la Ligue des champions à 34 ans, preuve que les trajectoires ne sont pas toujours linéaires. En somme, ne pas avoir gagné la Ligue des champions à 27 ans est loin d'être une anomalie, même pour les plus grands joueurs. Beaucoup ont dû attendre, parfois longtemps, avant de toucher le Graal. Pour Kylian Mbappé, rien n'est donc joué : l'histoire montre que la patience est souvent récompensée.



LIGUE 1

Le Leader marque le pas

En dépit de cette défaite, le MCA maintient une avance de onze longueurs sur son dauphin, la JS Saoura.

Le CS Constantine s'est imposé face au MC Alger 2-0 (mi-temps : 0-0), jeudi au stade Chadid-Hamlaoui de Constantine, en ouverture de la 27e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football.

Après une première période relativement équilibrée, le CSC a trouvé la faille après la pause sur une belle tête de l'attaquant nigérian, Tosin Omoyele (60').

Les Vert et Rouge ont poussé dans le dernier quart d'heure, ce qui leur a permis de bénéficier d'un penalty. Le défenseur Ayoub Ghezala a raté son duel face au portier constantinois, Zakaria Bouhalfaya (79'). Dans



la foulée, le milieu de terrain guinéen du MCA Alhassane Bangoura, a trompé son propre

gardien, Alexis Guendouz, après un centre du côté droit de Benchaïra (82'). A l'issue de

cette défaite, le MCA reste largement en tête avec 55 points, à onze longueurs sur son dauphin, la JS Saoura (44 pts), alors que le CSC réalise une bonne opération, en se positionnant au pied du podium, à égalité avec le MC Oran (42 pts). Cette 27e journée s'est poursuivie hier avec cinq matchs au programme.

Les deux rencontres CR Belouizdad - ES Ben Aknoun et USM Alger - ES Mostaganem ont été reportées à une date ultérieure en raison de l'engagement des deux clubs algériens en demi-finales (retour) de la Coupe de la Confédération africaine.

LILLE

Fin de contrat pour Bentaleb

Lille entame le chantier de son effectif avant l'ouverture du mercato estival. Les Dogues, en passe de se qualifier pour l'Europe, envisagent plusieurs mouvements. Aux rayons des départs, un dossier vient d'être scellé.

Selon les informations de L'Équipe, Lille ne devrait pas prolonger sa collaboration avec l'international algérien, Nabil Bentaleb. En fin de contrat en juin prochain, le milieu de terrain algérien de 31 ans se dirige vers un départ du club nordiste.

Malgré un retour incroyable après son arrêt cardiaque en 2024, il a connu des pépines physiques, notamment une blessure à l'épaule en début d'année 2026. Le joueur avait souhaité rester dans le nord de la France mais n'a reçu aucune offre de prolongation. Cependant, il attire l'intérêt de plusieurs clubs en Europe mais également dans le Golfe. Une page se ferme donc pour l'Algérie qui a disputé 35 matchs avec Lille cette saison. Il a inscrit 2 buts et délivré 2 passes décisives.

LIGUE 2

Trois matchs à huis clos pour l'USMH

L'USM El-Harrach, pensionnaire de la Ligue 2 amateur (groupe Centre-Ouest), a écopé de trois matchs à huis clos, à la suite des incidents survenus lors de la rencontre face à l'ASO Oran (1-2), disputée vendredi au stade des Eucalyptus, pour le compte de la 26e journée du championnat, a indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA), mercredi soir dans un communiqué.

Outre cette sanction, le club banlieusard devra s'acquitter d'une amende de 200.000 dinars. L'USMH s'est vu infliger des pénalités supplémentaires, soit 200.000 dinars pour jets de projectiles et 20.000 dinars pour usage de fumigènes, précise la même source.

Sur le plan individuel, le milieu offensif Mohamed Islam Belhadj a écopé de quatre matchs de suspension ferme, assortis d'une amende de 100.000 dinars pour « insultes envers les officiels. » De son côté, le dirigeant Khenifer Chams-Eddine, a été suspendu pour trois mois de toute activité sportive, en plus d'une amende de 50.000 dinars, pour « comportement antisportif » envers l'arbitre.

COUP DE SIFFLET SUR LES PERFORMANCES
Les arbitres d'élite évalués

La Direction nationale de l'arbitrage (DNA) a organisé, mercredi dernier, une journée d'évaluation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacrée aux arbitres d'élite ayant dirigé des rencontres de la Ligue 1 Mobilis, depuis le début de la phase retour de la compétition, a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dans un communiqué.

« Cette rencontre présidée par le Directeur national de l'arbitrage, Mehdi Abid Charef, en présence du chef du département de la formation, Lamine Benaïssa a permis aux participants de procéder à une analyse approfondie de plusieurs situations arbitrales relevées lors des journées concernées », précise la même source.

Au cours de ce rendez-vous, « des échanges riches et constructifs, axés à la fois sur l'examen de certaines



erreurs et sur la mise en avant des bonnes pratiques à consolider », ont été au programme.

Le premier responsable de la DNA, « a transmis les recommandations ainsi que le message du prési-

dent de la FAF, appelant les arbitres à faire preuve d'une concentration maximale durant cette phase décisive de la saison. Il les a exhortés à être au meilleur de leur forme afin d'assurer une fin de championnat irréprochable », souligne le communiqué.

Par ailleurs, les trois arbitres retenus par la FIFA pour officier lors de la phase finale de la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet) : Mustapha Ghorbal, Abbas Akram Zerhouni et Mokrane Gourari, « ont été chaleureusement félicités par leurs collègues, en reconnaissance de cette distinction internationale ».

Une minute de silence a été observée, avant le début de cette session, en la mémoire de l'ancien arbitre international, qui avait représenté le sifflet algérien lors de la Coupe du monde Italie-1990, Mohamed Hamsal, récemment décédé.

PRIVÉ DE SES PRINCIPALES RESSOURCES

Le complexe Mohamed-Boudiaf en difficulté

Le complexe olympique Mohamed-Boudiaf se retrouve aujourd'hui confronté à un défi majeur après avoir été privé de la gestion de quatre piscines qui constituaient une source essentielle de financement autonome.

Il s'agit des deux piscines situées à proximité du stade du 5-Juillet, ainsi que celles du 1er Mai et du centre féminin de Ben Aknoun.

Cette décision représente un coup dur pour l'administration, qui dépendait largement des revenus générés par ces infrastructures pour assurer les dépenses courantes, notamment la maintenance, les salaires et le fonctionnement quotidien.

Depuis plusieurs années, le complexe reposait sur deux piliers principaux pour son autofinancement. D'une part, les recettes issues de la location du stade et de l'hôtel au club de MC Alger.

D'autre part, les revenus réguliers générés par l'exploitation des quatre piscines, à travers les abonnements, les cours de natation et diverses activités



de loisirs.

Cependant, la situation a radicalement changé avec le départ du MC Alger vers son nouveau stade Ali la Pointe à Douera.

À cela s'ajoute la décision de transférer la gestion des piscines aux services de la wilaya d'Alger, privant ainsi le complexe de deux de ses principales sources de revenus.

Dans ce contexte difficile, le directeur du complexe, Mohamed Khellaf, se retrouve face à une mission délicate : trouver des alternatives financières capables d'assurer la continuité des

activités.

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit non seulement de maintenir le niveau des services, mais aussi de garantir le paiement des salaires. L'inquiétude grandit également parmi les employés, répartis entre les services de maintenance, d'administration et de sécurité. Beaucoup s'interrogent sur les conséquences de cette situation : réduction des effectifs, restructuration ou changement de modèle économique.

Bien que le complexe ait été renforcé par l'intégration du Stade Nelson-Mandela, cela ne suffit pas à compenser la perte des revenus précédents. Ainsi, le complexe olympique Mohamed-Boudiaf se trouve à un tournant décisif de son histoire.

Entre contraintes financières et nécessité de se réinventer, l'avenir de cette infrastructure emblématique du sport algérien dépendra de la capacité de ses responsables à innover et à diversifier ses ressources de financement.

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

Nemour et Kehli, Athlete Role Models

Le Comité international olympique (CIO) a annoncé la sélection de deux sportives algériennes de haut niveau dans la liste des « Athlete Role Models » (athlètes modèles) en vue des Jeux olympiques de la jeunesse 2026, prévus à Dakar (Sénégal). Il s'agit de la championne olympique de gymnastique Kaylia Nemour et de l'escrimeuse Zohra Nora Kehli, choisies pour représenter l'excellence sportive et accompagner les jeunes athlètes lors de cette édition. Ce choix du CIO s'inscrit dans le cadre du programme « Athlete Role Models », qui vise à mettre en avant des sportifs de référence capables d'inspirer et d'encadrer la nouvelle génération olympique, en partageant leur expérience et leurs valeurs.

Mots Croisés

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

- 1- Astronaute . 2- Risque - venu de nulle part. 3- Bugle - Grugés - Cité antique.
- 4- Champignon - Pas bu une goutte.
- 5- Canton suisse - Lettre grecque.
- 6- A été aimée de Zeus - Pourris. 7- Prénom de Lupin. 8- Fleuve d'Irlande - Réfute.
- 9- Explosif - Mesure une distance.
- 10- Longent les étangs.

Verticalement

- 1- Il élève dard-dard. 2- Rigide.
- 3- Agités. 4- Pouffé - On s'y battait.
- 5- Encouragement - Lettres de Tlemcen.
- 6- Vieille. 7- Ville d'Egypte - Personnel.
- 8- Commence un compte - Attraper.
- 9- Plat au four - Entourée d'eau.
- 10- Fleuve d'Espagne - Transpirations.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Raugatoire
Rogatoire
Roguatoire
Rogatoir

Sonctuaire
Sonctuère
Sanctuaire
Sanctuaire

Acompagner
Accompanier
Accampagner
Accompagner

Sifflerie
Siflerie
Sifflerie
Siffleurie

Les mots fléchés

LIESSE ÉLEVER	MORCEAU EN BAS NOMADES	MATIÈRE POUR VITRIES GRAND SERPENT PLACÉ	PAS AIMER REFUS DE MOUFLET	CHOC DE VÉHICULES CRI DE LA FOULE	BANDE DESSINÉE NON RECONNUS	MISE PLUS BAS
SURSAUTÉ PESANT			GROGNERA COURONNEMENT		POISSON PLAT	
ACCROCHÉS PILOTE		DÉBITS DE BOISSON ILLUSTRATION		PARIAI ÉPUISE		EN BOURGOGNE ARRIVERA SUR TERRE
MONCEAU CLASSEMENT GRAND-PÈRE		PIAILLES AUROCHS				SALES RÊVES
ABRI	ORNER PAR-DEVANT	ATOLL POLYNÉSIEN CHÂTIÉE		SUD DE FRANCE TRUC PRATIQUE		ELLE PROTÈGE L'OREILLER
BOÎTE À SUFFRAGES AMI DE DAGOBERT			ASSEZ ! À MOI			
			ACTIONNÉS CADEAU		CHALEUR ANIMALE GROUPE	
		OUI À MOSCOU VILLE DE FLORIDE		DÉCRIVIT SURFACES DE PROTECTION		
RONGEUR CAPITAINE DU NAUTILUS BONNE ODEUR			POSSÉDÉE APPROUVA		DANS UN PETIT RIRE COCHONS	
		VACANTE TRICOT				
RÉDUISIT EN POUDRE NAVETTE SPATIALE			APRÈS LE NOM CHAPEAU EN TOILE			PRONOM RELATIF
				VOISIN DE L'IRAN EXISTES		
NON ACCOMPAGNÉ	REINE DE LA SAVANE				PAS CUIT	
		IGNOMINIE				

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Capitale des îles Sandwich

ALBANIE	FOLLICULE	PASSOIRE
AMNÉSIE	FROIDE	PATATE
ANTICHAR	HYGROMÈTRE	POLICE
ANTIQUAIRE	HYPOCENTRE	PRAIRIE
ARCHIPEL	IGNOBLE	PROVISION
ARGONAUTE	IPÉCA	RAMAGE
BARQUETTE	JUMELAGE	RAYON
BIDOCHÉ	KÉRATINE	RIDELLE
COMITÉ	LARVE	ROMARIN
CONTRASTE	LITHIASÉ	SOURDINE
COPÉPODE	MIGNONNE	SPIRITISME
COTYLÉDON	MIMOLETTE	TARENTULE
CREUX	MOUFLON	TEIGNE
DÉSASTRE	NAPPERON	TRINGLE
EMBOUCHURE	NÉGUS	USURPATEUR
FAUTEUIL	NUCLÉOSIDE	VERRUE
FICTIF	PARAGRAPHE	

E	R	T	E	M	O	R	G	Y	H	E	R	U	H	C	U	O	B	M	E
C	A	R	G	O	N	A	U	T	E	E	T	T	E	U	Q	R	A	B	T
O	C	D	E	S	A	S	T	R	E	E	R	I	O	S	S	A	P	K	A
T	O	R	A	H	P	N	N	E	R	A	F	U	P	R	O	T	A	E	R
Y	P	O	N	M	O	A	N	U	R	A	S	R	I	E	R	O	L	R	E
L	E	M	C	Y	N	G	T	C	C	U	H	D	O	I	C	F	B	A	N
E	P	A	A	O	I	E	H	A	R	L	E	C	N	I	I	A	A	T	T
D	O	R	E	E	M	I	S	P	T	L	E	G	I	C	D	E	N	I	U
O	D	I	T	H	P	I	A	I	L	E	L	O	T	T	M	E	I	N	L
N	E	N	N	E	P	T	T	E	E	E	E	I	S	S	N	L	E	E	E
N	E	N	L	A	E	A	S	E	I	E	F	U	I	I	I	A	E	E	E
O	G	O	E	U	P	U	R	G	E	E	I	T	G	U	D	R	H	N	L
I	A	L	R	D	G	P	N	G	U	C	I	R	E	N	A	E	C	I	U
S	L	F	A	E	I	O	E	R	A	R	I	T	I	M	A	R	O	D	C
I	E	U	N	R	B	U	R	R	I	R	U	L	A	A	E	M	D	R	I
V	M	O	L	L	V	E	L	P	O	A	A	G	O	U	R	U	I	U	L
O	U	M	E	L	V	E	S	F	F	N	E	P	X	P	U	P	B	O	L
R	J	M	I	G	N	O	N	N	E	E	S	A	I	H	T	I	L	S	O
P	C	O	N	T	R	A	S	T	E	E	T	T	E	L	O	M	I	M	F
A	N	T	I	Q	U	A	I	R	E	H	Y	P	O	C	E	N	T	R	E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT
DESIRE - EGAYAI - POLICEMAN - IL - MOULE - CAPORAL - SPONSOR - EAU - TACT - TURFISTE - NO - VOLEUSE - ETNA - PERIT - SU - NE - TETES - EST - LASSE - ILS - ORAL - USES - EMPEREUR - LOIN - EGALISANT - REPLIT - TRANSAT - ES - NI - US - LI - SKI - HUMER - PIS - INTOLERABLES - PREVU - SE - DINA.

VERTICALEMENT
REPOSANTES - MIE - KIR - SOUPÇON - TOP - PEINE - BILLOT - AN - REELS - TV - RIEN - ELARGI - HOU - SEC - STOP - ALEA - NUL - ECOULEES - ULTIMES - DEMARRER - SURIR - ERE - GAP - FUITES - SAURA - CANOEISTE - ELANS - BD - RASE - TISSONS - PLI - TAIAUT - SEL - ITALIEN - ILL - ECUSSON - TISSA.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- SCHEMATISEE. 2- TRIBULATION. 3- RELU - ECOSSA. 4- ATELES - IV. 5- TE - LION - ANA. 6- MIDI - LIEN. 7- GOUTERA. 8- EPAIR - CREA. 9- ME - OSERA - HO. 10- ESON - NESTOR.

VERTICALEMENT
1- STRATAGEME. 2- CRETE - OPES. 3- HILE - MUA. 4- EBULLITION. 5- MU - EIDERS. 6- ALESOIR - EN. 7- TAC - ACRE. 8- ITOU - LIRAS. 9- SIS - AISE. 10- OSINE - AHO. 11- ENAVANT - OR.

4x4 Translucide - Matelasser Saponifier - Sarcophage

BIFFE-TOUT : CARTILAGE



10/10

X Chat

LA NOUVELLE MESSAGERIE DE MUSK EST LÀ

XChat est officiellement disponible sur iOS. Cette application transforme les DM de X en une plateforme de messagerie autonome et ultra-sécurisée. Elle mise sur le chiffrement de bout en bout, les appels audio/vidéo sans numéro de téléphone et une interface sans publicité. En séparant le chat du flux social, X Corp espère concurrencer WhatsApp en garantissant une confidentialité totale à ses utilisateurs. Avec plus de 140k vues, les internautes saluent une fluidité impressionnante et un vrai gain de vie privée, tout en dénonçant l'absence d'application Android au lancement.

9/10

EXILÉS D'HIER, ALGÉRIENS TOUJOURS



Le globe-trotteur algérien Mehdi Chettah, très suivi sur les réseaux sociaux, a récemment visité la Nouvelle-Calédonie. Sur place, il a rencontré de nombreux descendants de d'Algériens exilés durant la période coloniale française. Leurs témoignages, chargés d'émotion, ont profondément marqué la Toile : ils expriment une fierté immense face à l'Algérie d'aujourd'hui et un attachement intact à leur terre d'origine. Comme l'a résumé un Algérien vivant sur l'île : «Les Algériens de Nouvelle-Calédonie ont été arrachés à leur pays, mais leur pays n'a jamais quitté leur cœur.» Avec plus de 94k vues, une vague d'émotion et de fierté a envahi la Toile, saluant la fidélité indéfectible de cette diaspora à ses racines.

8/10

AMI AMAR MALADE, ÉMOTION EN LIGNE

Ami Amar, figure sénior devenue incontournable sur les réseaux sociaux en Algérie, serait souffrant. Les images ont suscité près de 9k réactions. Touchés, de nombreux internautes expriment leur soutien et prient pour son rétablissement rapide.



7/10

IDENTITÉS MULTIPLES

Dans l'imaginaire collectif, l'identité des figures antiques est souvent simplifiée. Cléopâtre VII est perçue comme égyptienne parce qu'elle a régné en Égypte, alors qu'elle appartient à la dynastie grecque ptolémaïque. Thalès de Milet est considéré grec, même si beaucoup de sources évoquent des origines familiales phéniciennes. Héron d'Alexandrie est souvent classé comme grec d'Alexandrie, mais selon certaines interprétations populaires, son origine serait égyptienne. Ces exemples montrent que les identités historiques sont construites à partir de critères multiples : territoire, culture, langue et héritage, souvent réduits à une seule étiquette dans la mémoire collective. Les identités antiques sont souvent projetées à partir du lieu de vie plutôt que des données historiques réelles. Avec plus de 7k vues, les internautes estiment que ces figures montrent à quel point l'identité historique est complexe et trop souvent simplifiée ou déformée dans l'imaginaire collectif.

6/10

ORIGINE DU TACO



Les Aztèques auraient, selon une version populaire, reproduit pour les Espagnols un «pain garni» proche de leurs habitudes, elles-mêmes influencées par l'héritage culinaire musulman d'Andalousie. Lorsque les colons leur auraient demandé d'en refaire, les Aztèques y auraient ajouté des ingrédients locaux, donnant naissance au taco selon ce récit. Avec plus de 4 600 vues, de nombreux internautes manifestent leur étonnement d'apprendre que le taco serait influencé par l'héritage culinaire musulman. D'autres disent que l'influence musulmane est réelle en Espagne, mais le lien direct avec le taco reste hypothétique. Toutefois, une autre lecture rappelle que les peuples indigènes consommerait déjà des tortillas garnies avant la conquête, et que les Espagnols auraient surtout introduit de nouveaux produits.

5/10

AIDA REYAD LOUE L'ÉLÉGANCE ALGÉRIENNE

L'actrice égyptienne, Aida Reyad, a porté le caftan algérien traditionnel «El Kadi», en le saluant, et en le décrivant sur son compte comme l'un des symboles les plus raffinés du patrimoine algérien. Elle a mis en avant sa richesse, ses broderies artisanales complexes et le savoir-faire transmis à travers les générations. Selon elle, ce vêtement dépasse le simple habit de fête pour devenir une véritable pièce vivante, alliant élégance, identité et héritage. Une reconnaissance méritée qui valorise la beauté et l'authenticité du patrimoine algérien, selon la Toile. Plus de 2 500 internautes ont réagi sur les images.



4/10

ADIEU LEILA DJAZAIRIA

Figure emblématique du cinéma arabe, Leila Djazairia (de son vrai nom Fatma Zohra Hakim) est décédée le 15 avril 2026 à Casablanca à l'âge de 96 ans après une longue maladie. Née à Oran en 1930, elle fut l'une des premières actrices algériennes à briller en Égypte, où elle a tenu des rôles importants dans le cinéma des années 50. Danseuse et comédienne, elle a marqué l'âge d'or du 7e art arabe avant de se retirer au Maroc, laissant un riche héritage artistique. Avec plus de 1 700 réactions, les internautes saluent une pionnière du cinéma arabe et une carrière exceptionnelle ayant marqué plusieurs générations, tout en priant Dieu de lui accorder Sa miséricorde.

3/10

SOUTIEN AUX SERVICES DE SÛRETÉ D'ORAN

De nombreux internautes ont exprimé leur soutien aux services de sûreté d'Oran à la suite d'une série d'arrestations visant des influenceurs accusés, selon la Toile, de diffuser des contenus jugés inappropriés. Sur les réseaux sociaux, une publication consacrée à cette affaire a suscité un vif intérêt, dépassant les 1 500 réactions en peu de temps.

2/10

ANNABA MISE EN LUMIÈRE



Des images devenues virales sur la plateforme X montrent un intérêt mondial croissant pour Annaba. Des millions de fidèles catholiques découvrent la ville et commencent à l'ajouter à leurs destinations, après avoir appris que le pape est lié à la tradition augustiniennne, profondément enracinée dans cette région de l'Algérie. Avec plus de 1 100 réactions, les internautes saluent le fait qu'Annaba devient une destination spirituelle et culturelle incontournable.

1/10

MEILLEUR TIFO EN 2026

Le tifo déployé par les supporters du CR Belouizdad «Fanatic Reds», lors de la demi-finale de la Coupe de la Confédération au stade Nelson Mandela, a captivé l'attention mondiale. Représentant le personnage «Ghost Rider» dans une fresque géante spectaculaire, il a été classé comme le plus beau tifo de l'année 2026, grâce à sa puissance visuelle et à l'expression intense de la passion des fans pour leur club, devenant ainsi une véritable icône du football moderne. Avec plus de 800 réactions, les internautes confirment qu'il s'agit d'une œuvre impressionnante, créative et inoubliable.

APRÈS UN PRESTIGIEUX MANOIR

L'ALGÉRIE ACQUIERT UN IMMEUBLE À SAN FRANCISCO

En s'implantant durablement à San Francisco, cœur mondial de l'innovation, l'Algérie cherche à conjuguer présence diplomatique, attractivité économique et ouverture vers les écosystèmes technologiques.

L'Algérie poursuit son déploiement diplomatique sur la côte ouest des États-Unis avec l'acquisition d'un nouvel immeuble destiné à accueillir son futur consulat à San Francisco. Cette opération intervient quelques semaines seulement après l'achat d'une résidence de prestige dans la même ville, illustrant une stratégie d'implantation accélérée dans l'un des principaux centres mondiaux de l'innovation.

Selon le San Francisco Chronicle, le gouvernement algérien a conclu l'achat d'un immeuble de bureaux situé au 1400 Van Ness Avenue pour un montant estimé à 15 millions de dollars. D'une superficie d'environ 1 858 m², le bâtiment se trouve à proximité des quartiers de Nob Hill et Polk Gulch, dans une zone historiquement marquée par les activités liées à l'automobile et aujourd'hui dominée par des fonctions commerciales et institutionnelles. Selon les professionnels de l'immobilier cités par le journal, le prix d'acquisition serait supérieur aux transactions comparables récentes, une situation fréquente lorsqu'un acheteur institutionnel étranger recherche un bien à usage direct.

UNE IMPLANTATION DIPLOMATIQUE RENFORCÉE

Cette acquisition s'inscrit dans un mouvement plus large de renforcement de la présence algérienne dans l'Ouest américain. Quelques semaines auparavant, Alger avait déjà fait l'acquisition d'un



manoir historique situé dans le quartier prisé de Pacific Heights, pour environ 10 millions de dollars. Cette résidence de plus de 760 m², conçue par l'architecte Ernest Coxhead, est destinée à devenir la résidence officielle du consul général.

UNE RÉPONSE AUX BESOINS DE LA DIASPORA

Cette expansion se justifie par la nécessité de mieux servir une communauté importante établie dans l'Ouest des États-Unis, notamment en Californie. L'ambassade d'Algérie, basée à Washington D.C., avait ouvert, en décembre 2025, un bureau temporaire à San Francisco

dans des locaux loués au 465 California Street, afin de servir de consulat temporaire en attendant un emplacement permanent.

Kahina Touati, assistante exécutive du consul général d'Algérie, a déclaré au San Francisco Chronicle que le bâtiment du 1400 Van Ness permettra de «fournir des services consulaires non seulement aux ressortissants algériens dans 19 États américains, mais aussi aux citoyens américains et aux entreprises souhaitant se rendre en Algérie ou y faire des affaires». Elle a ajouté que le consulat «cherchera également à engager la communauté d'affaires américaine

afin d'explorer des opportunités mutuellement bénéfiques».

«Un autre objectif du consulat sera de promouvoir le riche et divers patrimoine culturel algérien auprès du public américain et de contribuer au développement des relations entre les peuples», a-t-elle précisé, selon la même publication.

UNE STRATÉGIE Tournée VERS L'INNOVATION

Au-delà de la dimension diplomatique, cette présence accrue à San Francisco répond à des objectifs économiques et technologiques. La ville, considérée comme l'un des principaux pôles mondiaux de l'innovation, abrite un écosystème dense d'entreprises et d'investisseurs, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

En s'y implantant durablement, l'Algérie cherche à se rapprocher de ces réseaux stratégiques, à développer ses capacités nationales dans les technologies avancées et à renforcer son attractivité auprès des partenaires internationaux. Avec près de 25 millions de dollars investis en l'espace d'un mois, Alger marque ainsi une accélération notable de sa diplomatie économique et technologique sur la côte ouest américaine. En s'implantant durablement à San Francisco, cœur mondial de l'innovation, l'Algérie cherche à conjuguer présence diplomatique, attractivité économique et ouverture vers les écosystèmes technologiques.

Smail Rouha

VISAS EN ALGÉRIE

BLS International renforce ses infrastructures

La société BLS International a annoncé une série de mesures opérationnelles destinées à améliorer le traitement des demandes de visa en Algérie, alors que la haute saison s'accompagne traditionnellement d'une hausse importante des volumes dans ses centres d'Alger et d'Oran.

Le prestataire mondial de services consulaires et de gestion de visas indique avoir renforcé ses capacités afin de garantir un service plus fluide, plus rapide et mieux structuré pour les demandeurs.

L'entreprise mise sur une combinaison d'augmentation des effectifs, de formation du personnel et d'outils technologiques pour absorber la montée en charge attendue.

FLUIDIFIER LE TRAITEMENT DES DEMANDES

Selon le groupe, des recrutements ciblés ont été effectués afin de soutenir les équipes déjà en place dans les centres de traitement. Ces renforts visent à améliorer la gestion des flux de visiteurs, la réduction des temps d'attente et la qualité de l'accompagnement des usagers. En parallèle, un programme de formation interne a été déployé, axé sur



l'accueil des demandeurs, la gestion des files d'attente et la communication avec le public.

DIGITALISATION DES SERVICES

BLS International souligne également le rôle croissant de la technologie dans ses opérations, notamment à travers la gestion numérique des rendez-vous, le suivi des demandes, le traitement sécurisé des documents et l'utilisation de systèmes biométriques. L'entreprise affirme que ces dispositifs permettent de renforcer la pré-

cision et la sécurité à chaque étape du processus.

Dans le cadre de ces améliorations, le groupe a également lancé une campagne d'information intitulée «Visa Readywith BLS International», visant à guider les demandeurs dans la préparation de leurs dossiers. L'initiative propose des conseils pratiques, des listes de vérification et des informations procédurales diffusées via les canaux digitaux de l'entreprise, avec pour objectif de réduire les dossiers incomplets lors des dépôts. BLS International propose, par ailleurs, des services

optionnels dits premium, tels que la livraison sécurisée des passeports, l'assistance personnalisée pour la constitution des dossiers et des créneaux prioritaires en dehors des heures de forte affluence. L'entreprise précise que ces services restent facultatifs et n'ont aucune incidence sur l'issue des demandes de visa.

UNE STRATÉGIE GLOBALE D'AMÉLIORATION

Dans une déclaration incluse au communiqué, un responsable régional de BLS International pour l'Afrique du Nord a affirmé que l'objectif de l'entreprise est d'optimiser l'ensemble du parcours du demandeur grâce à des processus plus efficaces et des outils technologiques renforcés, tout en maintenant des standards élevés de qualité et de sécurité.

Présente dans plus de 70 pays, BLS International est un acteur majeur des services aux gouvernements et aux citoyens, notamment dans les domaines des visas, des services consulaires et de la e-gouvernance. L'entreprise revendique une large présence internationale et plusieurs certifications en matière de qualité et de sécurité de l'information.

26^e TOUR D'ALGÉRIE CYCLISTE

L'Anep, sponsor du maillot blanc

La Société nationale de communication, d'édition et de publicité Anep a annoncé son partenariat en tant que sponsor de la 26^e édition du Tour d'Algérie cycliste (TAC 2026), prévue du 17 au 26 avril 2026.

Selon un communiqué de l'entreprise, les cyclistes traverseront 11 villes algériennes : Oran, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem, Ténès, Chlef, Hammam Righa, Chrèa, Tizi Ouzou et Alger. Cet important événement sportif, inscrit au programme de l'Union cycliste internationale, est organisé sous l'égide du ministère des Sports. Il réunira des cyclistes d'Algérie, ainsi que des continents africain, européen et asiatique, précise le communiqué de l'Anep.

À cette occasion, l'Anep se dit «fière de parrainer le maillot blanc récompensant le meilleur cycliste de moins de 23 ans (U23), et qui sera remis à l'issue de chaque étape». À travers cette initiative, l'Anep réaffirme son «engagement à soutenir le sport en Algérie, en valorisant les compétitions nationales et internationales qui contribuent à la promotion du secteur sportif et à l'encouragement des talents algériens».